

La barbarie du capital financier... ou du capitalisme tout court ?

par Marc Bonhomme

« L'illusion majeure était ici que la sphère financière (la Bourse) pouvait diverger durablement de la sphère réelle. [...] Ce réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable « fondamental » de la Bourse. Les capitalistes et les rentiers en ont une conscience déformée. Ils sont [...] persuadés que leur argent est doté d'une capacité autonome à faire des petits... »

Après la « nouvelle économie »,
Michel Husson, Variations n°3, 2002

TABLE DES MATIÈRES	
Marxisme et financiarisation	page 4
Le capitalisme néolibéral à la fois marginalise et intègre massivement	page 23
La question cruciale de l'énergie	page 27
La crise des débouchés	page 29
Une nouvelle révolution industrielle ?	page 33
L'effet de serre, planche de salut du capitalisme ?	page 37
Ne pas se tromper de cible	page 39

Août 2008

Pourquoi cet entêtement du gouvernement étasunien à poursuivre trois guerres probablement perdues d'avance, celles de l'Iraq, de l'Afghanistan, et celle contre le terrorisme, quitte à enfoncer les ÉU dans de profonds déséquilibres extérieur et budgétaire sans compter le discrédit politique extérieur et intérieur ? Pourquoi les classes dominantes des économies dites émergentes acceptent-elles de financer ce super déficit du compte courant étasunien alors que la gigantesque dette en résultant devient de plus en plus risquée que ce soit sous forme de super dévaluation ou même de gel des paiements ? Pourquoi les rivaux impérialistes des ÉU appuient-ils finalement la catastrophique politique de guerre du pétrole, dite anti-terroriste, après lui avoir résisté dans un premier temps ?

Pourquoi les puissances anglophones, dont le Canada, embarquent-elles à pieds joints dans ces guerres ? Un sondage publié dans le *Globe & Mail* du 11 décembre 2007 indique qu'une majorité de Canadiens est contre les trois aventures. On pourrait évoquer la puissance des néo-conservateurs et des fundamentalistes chrétiens aux ÉU. Pourquoi alors les Démocrates laissent-ils faire alors qu'ils ont gagné la majorité dans les deux chambres en 2006 sur en proposant l'arrêt de la guerre ? Pourquoi le mouvement anti-guerre étasunien connaît-il une baisse de régime alors que la majorité de l'opinion publique favorise le retrait des troupes à brève échéance ? Suffit-il d'invoquer l'illusion de pouvoir compter sur les Démocrates ou, au Canada, sur les Libéraux ?

On pourrait évoquer un scénario semblable à propos de l'opposition des gouvernements états-unien et canadien à l'accord de Kyoto qui ne fait qu'exiger une baisse de 6% en 2012 de l'émission des gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990 pour les pays industrialisés, sans compter son édulcoration par la création du marché des droits de polluer, alors que selon le nouveau consensus écologique, il va falloir une réduction de 80% pour les pays industrialisés au plus tard en 2050 pour peut-être éviter une hausse drastique du niveau de la mer ou pire encore. Pourquoi cet entêtement du gouvernement étasunien qui nuit même à la compétitivité du capital étasunien au point qu'une partie de ses transnationales s'en émeuvent ? Pourquoi l'inutile politique de compromis du capital européen alors qu'il faudrait aller encore plus vite ? Pourquoi la résistance des économies émergentes trop heureuses de ne se voir imposer aucune contrainte même si elles seront les premières affectées avec les autres pays du tiers monde ?

Dès le premier livre du *Capital*, dans son paragraphe sur l'Irlande (voir en annexe) qui anticipait la subsumption impérialiste du capitalisme mature sur le monde, Karl Marx explique qu'à la naissance de ce qui sera appelé impérialisme la plus-value s'accroît aux dépens de la baisse de la production nationale, donc de la valeur produite, et même que la domination non subsumée qui précède est particulièrement anti-écologique. S'ensuit une persistante surpopulation relative malgré une baisse substantielle de la population. Selon François Chesnais, Marx aurait anticipé qu'au bout du développement de l'impérialisme c'est le contraire qui se produit : la plus-value culmine dans un contexte d'explosion de la valeur, de surpopulation absolue et de rupture

écologique. C'est comme si la barbarie de la fin de la chaîne répondait à la barbarie du début de la chaîne mais en la niant.

Pour apprécier cette thèse qui exliquerait en dernière analyse l'apparente « irrationalité » du capitalisme néolibéral, on prendra le temps de revisiter la théorie marxiste à la lumière du développement du capitalisme néolibéral et de ses avatars financiers et guerriers. Cette revisite faite, on discutera de l'évolution de la baisse tendancielle du taux de profit à la lumière du rapport de la dynamique entre ses grandes composantes. Finalement, on analysera les alternatives de la guerre du pétrole et du néo-keynésianisme pour conclure à leur impasse ou épuisement. Après avoir développé la thèse de l'incapacité du capitalisme contemporain à répondre même minimalement aux besoins humains fondamentaux, se présente finalement la mue radicale du capitalisme néolibéral en capitalisme écologique qui plongerait l'humanité dans une ère régressive du genre « détruire la ville pour la sauver ».

Quelques références

- Actuel Marx # 40 ; Fin du néolibéralisme ?; 2006, PUF, dossier
- Bellamy Foster, John ; The financialization of Capitalism, Monthly Review
- Bellamy Foster, John ; Monopoly-Finance Capital, Monthly Review, December 2006
- Brenner, Robert ; Devastating Crisis Unfold, Against the Current, January-February 2008
- Chesnais, François ; L'irrationalité du capitalisme au cœur de la crise de civilisation planétaire, http://www.lagauche.com/lagauche/article.php?id_article=1527
- China, Inside the Dragon ; Dossier du National Geographic, mai 2008
- Ecology, Moment of truth ; Dossier de Monthly Review, juillet-août 2008
- Husson, Michel ; La hausse tendancielle du taux d'exploitation, INPRECOR, janvier 2008
- Magdoff, Fred ; Debt and Speculation Explode, Monthly Review, November 2006
- Marx, Karl ; Le Capital, Site Internet « Archives marxistes »
- McKibben, Bill ; Carbon's New Math, National Geographic, octobre 2007
- Mendel, Ernest ; Introductions à l'édition du Capital publié par Vintage Books, New-York, 1976-80
- Séminaire d'études marxistes, La finance capitaliste, 2006, PUF
- Tanuro, Daniel ; Énergie de flux ou énergies de stock ? — Un cheval de Troie dans l'écologie de Marx, novembre 2007, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8382>
- Toussaint, Éric ; Différence entre le crise de 1982 et celle de 2007-2008, janvier 2008, <http://www.cadtm.org/spip.php?article3039>

Marxisme et financiarisation

Le capitalisme est un système produit historiquement de rapports sociaux entre les humains lequel encadre la production, l'échange et la consommation des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins humains. Cependant, son but n'est pas la satisfaction des besoins humains mais l'**accumulation du capital**. Cette accumulation ne résulte pas de la malice des humains, ou de certains humains, mais de l'impératif de la **loi de la concurrence** entre capitaux individuels qui oblige à la **maximisation des profits** pour ne pas périr. C'est l'élargissement et l'approfondissement de cette loi qui rend l'humanité malicieuse et, à terme, auto-destructrice.

Le capital résulte de la transformation historique de la production sociale, **valeurs d'usage** résultant du travail concret et destinées à la satisfaction des besoins des humains — la plupart du temps différenciés en classes sociales pré-capitalistes, depuis peu post-capitalistes, issues de rapports de forces uniquement politico-idéologiques — en **valeurs d'échange**, ou valeur. En tant que travail abstrait la valeur d'échange doit s'exprimer sous forme d'un commun dénominateur de l'ensemble du travail humain.

Ce commun dénominateur est le temps de travail socialement nécessaire c'est-à-dire reconnu par l'échange sur le **marché** contre un équivalent. Ces valeurs supportées par leurs valeurs d'usage, ou **marchandises**, n'existent que parce que les moyens de production et d'échange sont devenus historiquement l'objet de **propriété privé** ce qui, à défaut de reconnaissance autoritaire ou collective, oblige les résultats du travail concret à être reconnus par le marché pour exister socialement.

Historiquement, le capitalisme ne subsume la production sociale que lorsqu'il a transformé en marchandise **la force de travail** des humains. Pour ce faire, le capital a d'abord dû déposséder les producteurs directs de leurs moyens de production, avant tout de l'accès à la terre, les obligeant ainsi à vendre leur force de travail. Cette **accumulation primitive**, processus politique violent, fut fondamentalement un divorce entre l'humanité, dont la majorité fut réduite à une force de travail, et la nature. Ainsi les deux mamelles de la « richesse des nations » en viennent à être toutes deux épuisées par le capital au nom d'une accumulation sans fin dont l'appétit est insatiable.

L'envers de la médaille de la séparation entre force de travail et moyens de production fut donc l'accaparement de la nature — sol, mines, énergie fossile — par la propriété privée. La nature étant limitée et l'accumulation du capital illimitée, son accaparement a généré la **rente foncière** qui s'ajoute au profit. Ce fort incitatif entraîne le pillage de la nature, faussement perçue comme un réservoir inépuisable, et son corollaire, les multiples pollutions par les résidus de la transformation de la nature, lesquels sont trop abondants pour être rentablement recyclés. C'est là, comme l'admettent eux-mêmes les économistes tenants de la théorie néo-classique, une faillite du marché.

La rencontre des échangeurs sur le marché a rapidement imposé, après le troc primitif, la nécessité d'un équivalent général. À cause de leurs qualités concrètes de concentration de la valeur, de divisibilité et de durabilité, se sont imposés historiquement les métaux précieux dits, en français, **argent** malgré la prépondérance de l'or. L'argent est une marchandise particulière qu'il faut aussi produire, qui n'est donc pas un simple signe garanti par l'État et par la production nationale.

Avec le développement du marché, de moyen de circulation et de comptabilité l'argent est aussi vite devenu un moyen de conservation de la valeur, donc une possibilité de trésor, et par le fait même une possibilité d'interrompre le **cycle normal du capital** [(Argent-Marchandise... Production... Marchandise'-Argent')] le signe prime indiquant que le capital-argent du départ crée un surplus], c'est-à-dire de générer une **crise économique**. Les trésors d'argent ne s'accumulent plus dans des bas de laine. Ils sont l'objet de placements qui génèrent le **cycle de l'argent** [A-A']. Ce cycle donne l'impression que l'argent pousse dans les arbres sans passer par la production.

Cette inversion de la réalité attribuée à l'argent, une chose, un pouvoir de création alors que ce pouvoir appartient aux humains, ou plus exactement aux rapports qu'ils nouent entre eux au sein du processus de production et d'échange. Ainsi se développe le **fétichisme** de la marchandise concentrée dans son équivalent général, l'argent. Le fétichisme pénètre profondément le mode de penser de la société capitaliste, toutes classes sociales confondues.

Poussés par la concurrence généralisée, y compris sur le marché de la force de travail, les acteurs économiques voient la possession de trésors, petits ou grands, comme garants de la capacité à se reproduire, de sécurité face aux crises économiques et finalement de bonheur à ce point que la mesure de la production nationale et encore plus de la richesse nationale devient synonyme de mesure du bonheur. Ainsi, le prolétariat est incité à imiter la nécessaire accumulation des capitalistes par exemple pour se procurer des biens durables, se protéger contre la maladie et préparer sa vieillesse d'autant plus que services publics et assurances sociales faillissent à la tâche.

C'est la nécessité de l'argent comme équivalent général qui font que la valeur s'exprime sous la forme de **prix**, c'est-à-dire par une somme d'argent représentant les heures de travail incorporées par les marchandises, en autant qu'elle est validée par l'échange sur le marché. La valeur n'est pleinement réalisée sur le marché que si le prix obtenu couvre le coût de production plus le profit moyen attendu qui, sous le capitalisme néolibéral, a tendance à s'élever jusqu'à 15% tellement est faible la capacité de riposte du prolétariat et monopolisé le marché mondial.

La libération des flux mondiaux du capital-argent et en partie celui du capital-marchandise — car les États et jusqu'à un certain point l'UE restent protectionnistes — et la restriction concomitante de la circulation internationale des personnes et des idées, combinées avec la déréglementation des normes environnementales et sociales, ont pour résultat de modifier le rapport de forces entre **bourgeoisie et prolétariat**. La bourgeoisie est propriétaire des moyens de production, de plus en plus centralisée et concentrée en transnationales financières et non-financières. Le prolétariat est

propriétaire de sa seule force de travail, de plus en plus segmenté et divisé non seulement en termes de genre et de nations mais aussi de statuts liés au marché du travail au point que le travail plein temps toute l'année a cessé d'être la norme.

La **division du travail**, conséquence du développement de la production, et l'extension géographique du commerce, conséquence du développement des moyens de transport et de communication, ont démultiplié les échanges. Notons, sous le capitalisme néolibéral, l'importance cruciale des moyens de communication, particulièrement électroniques, dans le cycle normal du capital jusqu'à et y compris dans la phase productive proprement dite — pensons au système « juste à temps » — ce qui, combiné au transport bon marché grâce au pillage du pétrole, a facilité le démantèlement des grandes unités de production au bénéfice de réseaux délocalisés tant nationalement qu'internationalement.

Ce **développement technologique** a contribué à la rentabilité du capital moins en développant les forces productives qu'en déstabilisant l'organisation syndicale par l'exacerbation de la concurrence entre régions et pays, et surtout en dressant les travailleurs et travailleuses des pays dépendants contre ceux et celles des pays impérialistes dans un marché désormais mondial. Si on ajoute à ce facteur la guerre psychologique des transnationales et monopoles médiatiques, on réalise l'importance des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC) dans la modification des rapports de force en faveur du capital même si celles-ci peuvent être détournées de leurs fins en facilitant la circulation de l'information et la mise en réseau à la base.

Afin de les sécuriser et de diminuer le coût des transactions liées au développement des échanges, les métaux précieux ont laissé place aux signes monétaires, d'abord les lettres de change et les connaissements, puis le **papier-monnaie**. Cependant, le papier-monnaie, aujourd'hui de la monnaie électronique, malgré les apparences du contraire depuis la mise au rancart de l'officiel étalon-or puis à la renonciation par le gouvernement étasunien au taux de change fixe entre le dollar et l'or à la fin des années 60, est aussi basé en dernier recours sur l'or.

Le premier but de la production de l'**or** demeure son utilité monétaire ou de trésor. Le cours de l'or a d'ailleurs tendance à grimper au moindre trouble sérieux des marchés financiers. Par exemple, depuis septembre 2001, le prix monétaire de l'or est passé de moins de 300\$ à 900\$ l'once (14 janvier 2008), un sommet qui dépasse ceux de la grave crise du début des années 80 puis celle boursière de 1987. Si depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale seul l'hégémonie incontestée des ÉU a créé l'illusion du remplacement de l'or par le dollar comme base monétaire du commerce mondial, l'affaiblissement de cette hégémonie, l'euro ne pouvant remplacer le dollar étant donné la division politique de l'Union européenne, l'or pourrait revenir en force comme étalon monétaire.

La néo-classique **théorie quantitative de la monnaie** qui prétend expliquer le prix de la monnaie en fonction de la production nationale sous contrainte de sa vélocité n'explique en fait que l'inflation ou la déflation du signe monétaire mais n'éclaire en rien la valeur

sous-jacente de la monnaie que seul peut expliquer le prix de l'or. Cependant, la facilité à multiplier les signes monétaires, particulièrement la monnaie électronique, ouvre la possibilité, mais seulement la possibilité, d'un dérapage du cycle de l'argent, de sa déconnexion du cycle normal du capital. Pour que cette possibilité survienne, il faut que le cycle normal du capital n'arrive plus à se boucler, que donc le surplus qu'il crée cherche un autre exutoire qu'il trouve dans le cycle de l'argent. Le problème est que le cycle de l'argent ne crée pas de valeur, ce qui oblige ce cycle à vampiriser le cycle normal pour se pérenniser.

En effet, seule la force de travail, c'est-à-dire la capacité intellectuelle et physique des humains à transformer la nature pour satisfaire leurs besoins sociaux, crée de la valeur nouvelle, c'est-à-dire de la **plus-value**, d'où le concept de **capital variable** pour désigner le capital avancé pour rémunérer la masse d'heures de travail. La force de travail est seule créatrice de valeur parce qu'elle nécessite moins d'heures de travail pour se reproduire que son temps d'emploi dans le chaînon production du cycle normal du capital. Telle est l'origine du « miracle » du profit capitaliste. Cependant, comme on le verra plus loin, ce n'est pas n'importe quel travail qui produit de la plus-value.

Ainsi le **taux de plus-value** est le ratio plus-value versus capital variable. Autrement dit, il est le ratio entre le travail non payé, ou surtravail, et le travail payé, ou salaire qui ne se confond pas avec sa forme juridique car certains très hauts prétendus salaires ne sont qu'une forme masquée de plus-value. Pour cette raison, on l'appelle aussi **taux d'exploitation**. Il varie en fonction de la productivité de la force de travail appliquée aux marchandises participant à la reproduction de la force de travail (entrant dans le panier du consommateur) et de l'intensité de la lutte de classe pour un meilleur salaire privé (chèque de paye et conditions de travail) et public (services publics et assurances sociales).

Le reste du capital avancé, par opposition, se nomme **capital constant** pour signifier qu'il ne fait que transférer sa valeur, sans rien ajouter, aux marchandises dans lesquelles il s'incorpore suite au processus de production. Le capital constant se divise en **capital circulant**, qui est complètement absorbé en un seul cycle de production (énergie, matières premières), et en **capital fixe** qui est absorbé sur plusieurs cycles de production (bâtiments, infrastructures, équipements, machines) en fonction de son usure et de son obsolescence, planifiée ou non. Le capital variable est, par définition, un capital circulant.

La **composition organique du capital** est le ratio entre le capital constant versus le capital variable. La loi de la concurrence entre capitaux oblige à baisser les coûts de production. Un des moyens d'y arriver est la baisse des salaires réels (hors inflation) et l'allongement du temps de travail (**plus-value absolue**) qui a fait un retour en force aux ÉU. L'autre moyen est la hausse de la **plus-value relative** soit sous la forme de l'augmentation de la productivité de la force de travail principalement par la hausse de la composition organique du capital, y compris la formation de la main-d'œuvre, mais aussi par l'accroissement de l'intensité de l'emploi de la force de travail.

Ces deux moyens augmentent le taux d'exploitation. La plus-value absolue le fait directement. La plus-value relative le fait indirectement en abaissant le temps socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail. On notera que la hausse directe du taux d'exploitation, sans hausse de la composition organique, est basée sur l'augmentation du travail vivant tout en compromettant sa reproduction par l'épuisement. Quant à elle, la hausse indirecte, soutenue par la hausse de la composition organique, est basée sur le travail mort qui vivifie le vivant mais en compromettant le taux de profit.

En effet, le **taux de profit** est le ratio de la plus-value versus le capital total, constant et variable. Il est le ratio du travail vivant mais non payé sur l'addition du travail payé, mort et vivant, le premier dévorant le second au fur et à mesure du développement du capitalisme. Il est directement proportionnel au taux d'exploitation et inversement proportionnel à la composition organique du capital. Plus le taux d'exploitation est élevé, plus le taux de profit est élevé, ce qui tombe sous le sens. La relation à la composition organique est moins évidente. Elle signifie tout simplement que plus il y a de capital engagé par heure de travail, plus bas est le taux de profit, ce qui tombe aussi sous le sens.

Mondialement, par définition, la masse des profits égale celle de la plus-value, les premiers n'étant que l'expression monétaire de la seconde. Cependant, ces deux masses se distribuent différemment entre pays et secteurs. La compétition entre capitaux mène à **l'égalisation tendancielle des taux de profit** dans la mesure où les capitaux circulent librement entre pays et secteurs. Inversement, cette libre circulation nécessite des taux de plus-value sectoriels et nationaux différents suite à des compositions organiques différentes, à cause du développement différencié des forces productives, et suite à l'inégalité du développement de la lutte sociale, nationale et internationale.

Tout comme l'égalité mondiale entre profits et plus value, par définition, la totalité des prix sur le marché mondial est égal à la valeur mondiale totale. Toutefois, il n'en est pas de même pour chaque marchandise pour les mêmes raisons de différences sectorielles et nationales. Le prix permettant de réaliser la valeur doit assurer le profit tendanciel moyen. Les prix des marchandises produites avec une composition organique au-dessus de la moyenne mondiale, c'est-à-dire intensives en capital, seront moins élevés que leur valeur puisqu'elles incorporeront moins d'heures de travail, et vice-versa. Viennent ensuite les fluctuations du marché régulées par l'offre et la demande que la théorie marxiste des prix ne nie pas mais dont elle ne fait pas l'axe central car la **théorie néo-classique des prix** laisse irrésolue la question centrale : autour de quel axe varient les prix ?

C'est cette différenciation historique qui explique **l'échange inégal**, c'est-à-dire le pillage des pays dépendants, à composition organique du capital plus basse, par les pays impérialistes. Par exemple, dans la mesure où la production agricole est plus intensive en capital dans les pays impérialistes que dans les pays dépendants et que d'autre part le marché mondial s'impose aux marchés nationaux, le même prix unique mondial signifie davantage d'heures de travail dans les pays dépendants que dans les pays

impérialistes. Ainsi l'égalité tendancielle monétaire des échanges en termes de prix masque l'inégalité des échanges en termes de valeur, les pays dépendants exportant davantage de valeur aux pays impérialistes.

À l'échange inégal, le capitalisme néolibéral ajoute le **pillage de la dette**, ponction directe du capital, comme partie visible de l'iceberg car visible en termes monétaires. En effet, comme les pays dépendants à prix égaux doivent utiliser relativement davantage d'heures de travail que les pays impérialistes pour s'intégrer au marché mondial, ils ont tendance à s'endetter vis-à-vis ces derniers ce qui à la longue fait que le service de la dette devient plus important que les nouveaux prêts qui eux-mêmes servent de plus en plus au service de la dette et non plus à faire des investissements d'où l'effet boule de neige.

Cette dette est un outil politique qui a permis aux pays impérialistes, par le biais du FMI et de la Banque mondiale, d'imposer le dit « consensus de Washington » et par là de tenter de recoloniser les pays dépendants. Cependant, la Chine et l'Inde ayant partiellement échappé à cette **recolonisation**, leurs croissances manufacturières fulgurantes ont retourné l'arme de l'accumulation des réserves de change en leur faveur de même qu'en faveur des pays producteurs de pétrole et autres ressources minières. Ce sont maintenant les « fonds souverains » de ces pays qui viennent au secours des banques des pays impérialistes mises à mal par la crise financière engendrée par la débandade hypothécaire étasunienne. Ces nouvelles bourgeoisies consolident ainsi leurs positions de partenaires juniors de l'impérialisme alors que le projet néolibéral était d'en faire des sous-tapis. La crise de la dette superposée à l'échange inégal envenime la baisse tendancielle du taux de profit par l'exacerbation de la concurrence.

La **baisse tendancielle du taux de profit** s'explique par la hausse de la composition organique du capital que ne contrebalance pas une hausse concomitante du taux d'exploitation. Le prolétariat résiste à la hausse du taux d'exploitation, tant par ses luttes pour la hausse du salaire réel et pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs services publics que par celles pour la diminution du temps de travail. Ainsi, la composition organique du capital, à laquelle le prolétariat ne s'oppose généralement pas et même qu'il favorise parce qu'elle rend économiquement possible la hausse du salaire réel, a tendance à croître plus rapidement que le taux d'exploitation d'où la baisse tendancielle du taux de profit. Autrement dit, comme la source du profit est le temps de travail non payé et comme les capitaux en concurrence entre eux sont condamnés à la hausse de la productivité ce qui les oblige, en dernière analyse, à augmenter, par heure travaillée, le capital constant fixe et le capital constant circulant, le taux de profit, toute chose étant égale par ailleurs, tend à baisser puisque le numérateur, le capital variable, tend à croître moins vite que le dénominateur, la masse de capital total employé.

À cette tendance, qui n'est pas une loi, le capital réagit par des **contre tendances** dont la baisse du salaire réel et la hausse de la plus-value absolue sont les moyens les plus réactionnaires. Cependant, la hausse de la productivité du travail induite par la hausse de la composition organique du capital dans le secteur des biens de consommation courante permet de diminuer le capital variable sans toucher au salaire réel. De même,

il est possible de baisser la valeur du capital fixe par la hausse de la productivité du travail dans le secteur des biens de production, par exemple les équipements téléinformatiques, et la baisse de la valeur du capital constant circulant, par exemple l'énergie, particulièrement le pétrole quitte à faire la guerre. La résultante entre tendance et contre-tendances dépend du développement des contradictions de classe, de celui entre pays impérialistes versus pays dépendants et des rapports capital-nature.

Ces divers rapports de forces sont en grande partie fonction du cycle économique (*business cycle*) qui lui-même est une manifestation de la **crise de surproduction** inhérente au capitalisme. En effet, une simple production à croissance nulle du secteur des biens de production, à moins qu'elle ne suffise qu'à l'amortissement, exigerait une croissance positive du secteur des biens de consommation courante. Comme la plus-value hors consommation de luxe doit être réinvestie — tel est l'exigence de l'accumulation du capital aiguillonnée par la loi de la concurrence — et que la croissance de la masse salariale (capital variable) est freinée — autre conséquence de la loi de la concurrence — arrive un moment où la production déborde, habituellement au niveau des moyens de production ou tout au moins des produits de consommation durable, particulièrement l'immobilier résidentiel mais aussi l'automobile.

L'éclatement de la crise donne au capital le rapport de forces pour élever le taux d'exploitation tout en l'obligeant à « détruire » les capitaux les moins rentables au bénéfice des plus rentables, souvent au détriment de la **petite et de la moyenne bourgeoisie**, par exemple par des ventes à rabais et des dites rationalisations suite à des fusions ou à des prises de contrôle. C'est dire que la petite et moyenne propriété des moyens de production peut, en période de crise, appuyer ou être neutre face au prolétariat si celui-ci se manifeste comme une force politique indépendante, programmatiquement et organisationnellement. Faute de cette condition, elle sera au contraire particulièrement réactionnaire parce que devant exploiter davantage le prolétariat pour tenir son bout face à la grande bourgeoisie.

Ainsi, en temps de crise, hausse du taux d'exploitation et baisse de la composition organique se conjuguent pour hausser le taux de profit. C'est ce à quoi a servi, tout au moins aux ÉU et au Canada, la crise du début des années 80, consciemment provoquée par une brusque hausse des taux d'intérêt par la banque centrale des ÉU, et celle du début des années 90. Ces deux catharsis ont suffi à y rétablir le taux de profit sans toutefois résoudre structurellement le problème de la **réalisation de la valeur** sur le marché. Au contraire, stagnation salariale et coupures/privatisation des services publics et des assurances sociales, et compétition des nouveaux pays capitalistes, ont obligé le capital à chercher de nouvelles avenues. Le pis-aller de l'endettement généralisé de tous les secteurs — entreprises surtout financières, ménages, État — s'épuise. L'impérialisme ancien se heurte aux ambitions impérialistes des grands pays émergents du BRIC (Brésil, Russie, Chine et Inde), dont il lui faudrait contrôler les marchés intérieurs et extérieurs afin d'assurer la rentabilité sans risque d'investissements gigantesques dans leurs infrastructures et équipements industriels.

Ce n'est pas en effet n'importe quel travail concret qui produit de la plus value. Il lui faut contribuer à la reproduction du cycle normal du capital, c'est-à-dire au renouvellement

des moyens de production et des biens de consommation. S'il y contribue, il peut le faire directement ou indirectement selon le chaînon qu'il occupe dans ce cycle. On distingue ainsi le travail **productif** de plus-value du travail **improductif**, concepts qui n'ont cependant aucun lien avec le travail socialement utile. La production de gadgets par une entreprise est productive de plus-value mais peu ou pas socialement utile.

Le travail improductif du **capital commercial** ou du **capital financeur** — non seulement les institutions financières mais aussi les fonds d'investissement (régimes de pensions, fonds communs de placement, fonds privés, fonds de capital de risque) qui peuvent ou non être gérés par les institutions financières — accroissent indirectement la production de plus-value soit en accélérant la circulation du capital sous forme de marchandise en amont et en aval de la production soit en rassemblant et en redistribuant le capital sous forme d'argent. Ce service rendu se paie par le capital productif (manufacture, construction, transport, services aux entreprises et partiellement services aux personnes) en cédant à ces secteurs, en retour d'un taux de profit plus élevé, une part de la valeur à réaliser de façon à rémunérer leurs services au profit moyen et ses prolétaires au salaire moyen.

L'existence du capital financeur introduit une segmentation cruciale dans la distribution du profit, soit l'**intérêt**, comprenant l'intérêt proprement dit et les dividendes, qui rémunère le capital passif, et le **profit de l'entrepreneur** qui rémunère le capital actif. L'intérêt, c'est-à-dire le loyer du capital-argent que son détenteur ne veut pas ou ne peut pas activer lui-même, contrairement à la production des biens et services dont les prix sont déterminés par leur valeur ajustée à la composition organique nationale et sectorielle, est entièrement déterminé par l'offre et la demande de capital-argent c'est-à-dire est fonction du seul rapport de forces entre le **capital actif** et le **capital passif**. Il peut donc osciller entre un intérêt nul, même négatif, et un intérêt égal au taux de profit. Cette indétermination est grosse de conflits entre capital actif et capital passif d'où l'intervention de l'État, à travers sa banque centrale, pour arbitrer le conflit sous contrainte du rapport de force fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Passif et actif ne sont cependant pas synonymes de financeur et de manufacturier. Le capital financeur peut certes jouer un rôle purement passif et se contenter de l'intérêt. Mais il peut aussi jouer un rôle actif et même très actif, s'accaparant généralement un profit d'entrepreneur au-dessus de la moyenne. C'est ce que font les transnationales, institutions financières comme entreprises productives, laissant aux PME et même, à l'ère du capitalisme néolibéral, aux monopoles purement nationaux, tous deux dépendants d'elles tant financièrement que très souvent manufacturièrement, un profit d'entrepreneur généralement au-dessous de la moyenne.

Un capital financeur actif, c'est-à-dire qui dirige l'ensemble du cycle normal du capital dans tous ces aspects, financement, production et circulation, devient **capital financier**. Le capital financier du tournant du XX^{ie} siècle prenait surtout la forme de magnats (Carnegie, Morgan, Rockefeller) du moins aux ÉU alors que celui du tournant du XXI^{ie} siècle, même s'il n'exclut pas les magnats (Aux ÉU, Gates et Buffett, au Canada, les familles Desmarais, Bronfman, Thomson, Weston) à la tête de fortunes personnelles,

s'incarne davantage dans des fonds d'investissements gérés ou non, encore une fois, par des institutions financières.

Cette mutation indique la nécessité de rassembler le capital passif des **classes moyennes**, petite bourgeoisie et couche supérieure du prolétariat, dans les fonds de pension et les fonds communs de placement (fonds mutuels) afin de l'utiliser comme un levier au bénéfice des fortunes des magnats, lesquelles prennent souvent la forme de fonds d'investissement privés qui rassemblent aussi des fortunes de grandeur moyenne. À noter que les magnats se servent du capital passif des classes moyennes comme effet de levier étant eux-mêmes en tant qu'initiés les premiers arrivés dans une bonne affaire et les premiers partis la veille des mauvaises nouvelles.

Le capital financier, combattant la baisse tendancielle du taux de profit, cherche à briser les limites du cycle normal du capital en ayant de plus en plus recours au **capital fictif**, c'est-à-dire à des titres se transigeant de plus en plus sur des marchés secondaires qui assurent leur liquidité... du moins quand il n'y a pas de crise. Ces titres sont des signes représentant un capital réel engagé dans le cycle normal du capital. En ce sens, le capital fictif dérive historiquement du papier-monnaie. Les cours de ces titres varient, en dernière analyse, en fonction du rendement anticipé du capital réel qu'ils représentent tout comme la valeur du papier-monnaie est, en dernière analyse, fonction du prix de l'or.

Mais tout comme l'inflation du papier-monnaie rend sa valeur élastique par rapport au prix de l'or, celle du capital fictif arrive à détacher sa valeur du capital réel qu'il représente. Le retour à la réalité nécessite au bout du compte un crash boursier qui, cependant, peut être long à venir. La réussite de la **spéculation** comme système sur un temps relativement long, et non pas d'un spéculateur en particulier, dépend de sa capacité d'extraction de la plus-value du cycle normal du capital. Cette réussite est elle-même conditionnée en dernière analyse par la capacité de résistance du prolétariat.

Les **produits financiers dérivés**, dernières innovations du capital financeur comme généralisation de titres existant depuis plus d'un siècle pour les céréales et autres matières premières, ont permis de démultiplier les émissions de capital fictif comme dérivées secondes et davantage de la première couche traditionnelle de ce même capital (argent, actions, obligations et leurs produits, intérêts et dividendes). Certes, ces produits dérivés peuvent soutenir la création de valeur en servant de police d'assurance au capital productif ou commercial. Par exemple, un producteur vendant à terme à l'étranger achètera d'une contrepartie financière une garantie de taux de change pour ce même terme. Ou encore, une institution prêteuse diffusera son risque sur le marché secondaire en groupant des prêts, hypothécaires par exemple, selon une échelle de facteurs de risque.

Cependant, cette fonction d'assurance si elle peut diminuer le risque individuel, sectoriel ou national, augmente le **risque systémique** d'abord en déconnectant l'accepteur du risque, par exemple la banque de dépôts, du preneur du risque, par exemple le fonds opérant sur les marchés secondaires, ensuite en diffusant le risque au point de rendre impossible sa localisation... ce qui augmente l'incertitude. Il faut aussi compter sur la

limite des modèles mathématiques qui font l'hypothèse de la liquidité des marchés de capital fictif qui, par définition, deviennent illiquides quand la crise surgit.

Ceci dit, l'écrasante majorité des transactions concernant les produits dérivés tout comme celles sur les marchés secondaires, que le capitalisme financeur tardif a généralisé bien au-delà de la bourse (des actions) proprement dite, créant autant de titres nouveaux, ont un but purement spéculatif c'est-à-dire que le but visé est de faire de l'argent avec de l'argent sans passer par le cycle normal du capital. La **bulle spéculative** est donc un cycle de l'argent qui au lieu d'être soumis au cycle normal du capital, le parasite au point d'en devenir le cancer.

Pour ne pas se dégonfler, la bulle a constamment besoin de nouvel air c'est-à-dire de nouvelle plus-value : une bulle stable ou se rapetissant, ce qui signifierait l'absence de gain net ou une perte nette, ne pourrait faire illusion très longtemps, ne pourrait faire système. Si on peut rouler dans la farine une partie du prolétariat avec la loterie, un jeu à somme négative, si on peut s'amuser au monopoly, un jeu à somme nulle, la bulle spéculative est **un jeu à somme positive**, un ogre qui exige une part de plus en plus importante de la plus-value.

En complément, le capital financier tardif, développant au maximum le **crédit à la consommation**, en particulier immobilier, pilier de l'intégration des classes moyennes lors des « trente glorieuses » (1945-1975), l'a poussé jusqu'à la limite des mauvais risques tout en le titrisant, créant ainsi un marché secondaire lequel bat de l'aile, menaçant d'entraîner tout le château de cartes. Signalons aussi les déficits publics de la grande majorité des pays impérialistes, le Canada étant une exception, de même que l'augmentation de la dette des entreprises privées tout au moins dans les pays en développement mais aussi celles « victimes » d'achats par effet de levier (*leverage buy-out*) qui financent à même leur bilan leur propre acquisition par le capital financier.

Au tournant du XX^{ie} siècle, l'émergence du capital financier à la tête des nouveaux monopoles nationaux soutenus par des États industrialisés avait permis qu'ils deviennent qualitativement plus puissants que les grands États des anciennes civilisations arabes et extrême-orientales. Cet émergence du capital financier avait permis de surmonter la première grande crise du taux de profit à la fin du XIX^{ie} siècle grâce à l'**exportation des capitaux** dans les colonies et dans les zones d'influence tout en maintenant un haut taux d'exploitation dans les pays impérialistes, sauf peut-être en Angleterre, le pays hégémonique d'alors.

Cette exportation des capitaux caractérisa cette apparition de l'**impérialisme** proprement capitaliste qui démultiplia le commerce mondial au point de créer le premier marché mondial partiellement subsumé par le mode de production capitaliste, c'est-à-dire au niveau des matières premières et de la production agricole de masse. Il fit apparaître au grand jour l'échange inégal auquel s'ajoute, sous le capitalisme néolibéral, le pillage de la dette. De même, l'impérialisme acheva de soumettre la terre entière à la domination du capital même s'il fut loin de la subsumer au mode de production capitaliste faute d'avoir étendu le marché mondial à la production manufacturière de masse.

L'impérialisme tente d'entraver la **loi du développement inégal et combiné** propre au développement historique du mode de production capitaliste afin de tenter de figer l'hégémonie existante. Le développement capitaliste carbure aux inégalités léguées par l'histoire pré-capitaliste. Il les envenime par l'échange inégal puis par le rapatriement des profits et des intérêts devenu pillage de la dette avec le capitalisme néolibéral. Cependant, la baisse tendancielle du taux de profit contraint les pays impérialistes à l'accumulation du capital dans sa périphérie.

Comme dans la périphérie l'accumulation du capital n'est pas contrainte par une masse de capital fixe devenu obsolète et qu'elle bénéficie du retour d'immigrants formés à l'étranger, cherchant à s'insérer dans une nouvelle bourgeoisie, de transferts et de capitaux rapatriés, la partie la plus développée de la périphérie tend à dépasser les pays centraux grâce au bond en avant du développement technologique combiné à un bas salaire privé et public. Ainsi, se combinent au sein des pays dépendants secteur pré-capitaliste/capitaliste ancien mais intégré au marché capitaliste, généralement concentré dans des régions périphériques de ces pays, et secteurs capitalistes modernes dans leurs grandes régions métropolitaines et leurs zones de mono-productions agricoles. Cette combinaison induit une importante inégalité des revenus et des conditions de travail et de vie tant entre ces secteurs au sein des pays dépendants qu'entre pays dépendants et métropoles impérialistes.

Historiquement, l'Allemagne, le Japon et les ÉU ont pu damer le pion à l'Angleterre avant que l'impérialisme issu de la crise du libéralisme ne se consolide. Cet impérialisme dressa des barrières politiques et militaires à l'aboutissement de la loi du développement inégal et combiné une fois qu'il eut imposé par le fer et par le sang ses colonies et ses zones d'influence sur l'ensemble du globe. S'ensuivit une époque de « guerres mondiales » pour le partage du butin entre puissances impérialistes lesquelles importèrent dans les pays centraux les méthodes barbares développées lors des conquêtes coloniales.

C'est ce dépassement par la périphérie que tente aujourd'hui la Chine, et dans son sillage, les autres pays du BRIC, en devenant d'une part l'atelier de production de plus-value du marché mondial, avec sa zone d'influence qu'elle cherche à élargir en particulier en englobant Taiwan, mais aussi en tentant de devenir une puissance financière moins par ses nouvelles bourses que par l'utilisation stratégique de ses amples réserves de change qu'elle convertit partiellement en « fonds souverains » d'investissement, et sans oublier sa construction comme puissance militaire et spatiale. Réussira-t-elle ce qu'aucune autre puissance n'a réussi depuis l'avènement de l'impérialisme il y a plus de cent ans ?

La barbare conquête du monde sur la base de l'exportation des capitaux, combinée au blocage politico-militaire de l'opération de la loi du développement inégal et combiné, exacerba tant les rivalités inter-impérialistes sur le dos des colonies et des zones d'influence qu'il aboutit au déclenchement de la première grande guerre mondiale. Ce carnage sans précédent qui modifia profondément les cultures et les modes de pensée pava la voie à la **révolution d'Octobre** en Russie, maillon faible du système impérialiste

comme immédiate périphérie partiellement industrialisée, donc prolétarisée, des pays impérialistes, tout comme dans une moindre mesure le Mexique, la Chine et les Indes britanniques.

Cette défaite de l'impérialisme, mitigée par la **contre-révolution stalinienne** qui fut cependant thermidorienne c'est-à-dire ne restaurant pas le capitalisme, aggravée par cette autre crise majeure du capitalisme de 1929 suivie d'une autre guerre mondiale qui arracha au marché mondial capitaliste un autre pan substantiel de l'humanité, obligea l'État capitaliste, à partir du milieu des années trente et définitivement après 1945, à mettre momentanément au pas le capital financier pour ne pas périr.

Par un encadrement de la production, l'État capitaliste devint interventionniste et providentiel à travers la couche des gestionnaires publics et même privés et une politique de plein emploi à laquelle même la banque centrale dut se soumettre. C'est pourquoi on a pu alors parler d'un **capitalisme managérial**, oubliant trop vite que le capitalisme ne reculait que pour mieux sauter. Le capital financier, mis en veilleuse et ses idéologues préparant son retour hégémonique au sein de la Société du Mont-Pèlerin organisée par Friedrich von Hayek, n'en disparut pas pour autant ni non plus l'héritage de sa première vague.

L'apparition du capital financier avait provoqué le développement du travail complètement découplé de la production de plus-value, c'est-à-dire qu'il fit reculer le travail tant productif qu'improductif tous deux liés directement ou indirectement à la production de plus-value. Il s'agit, dans l'ordre d'apparition historique, de la production de produits de **consommation de luxe** et de la **production d'armements**. Concrètement, rappelons-le, un travail qui produit directement ou indirectement de la plus-value soit contribue directement ou indirectement à la reproduction du capital variable, c'est-à-dire à la production des biens de consommation courante, soit contribue directement ou indirectement à la reproduction du capital constant, fixe ou circulant, c'est-à-dire à la production des moyens de production.

On appelle « **troisième secteur** » ce secteur producteur, de plus en plus important et diversifié. Ce troisième secteur, complètement inutile du point de vue de la production de la plus-value, est pourtant économiquement nécessaire en créant de la demande solvable, c'est-à-dire une demande soutenue par un pouvoir d'achat, pour tenter d'assurer le bouclage du cycle normal du capital à sa pleine valeur car biens et services de luxe et armements sont des marchandises elles aussi.

Cependant, du point de vue du capital, le troisième secteur a l'inconvénient d'exiger une substantielle part de la plus-value totale pour rémunérer le capital qui y est engagé sous forme de moyens de production ou de fonds salarial, tous deux y étant cependant du capital constant car non producteur de plus-value. Si la bourgeoisie y consentit avec réticence c'est parce qu'elle y trouva son intérêt tant en termes de « consommation ostentatoire » illusionnant et démoralisant le prolétariat que de moyens ultimes eu égard à la compétition inter-impérialiste puis ensuite eu égard à la course aux armements imposée aux sociétés post-capitalistes. *Last but not least*, le troisième secteur est particulièrement anti-écologique, ce qui jusqu'à tout récemment ne dérangeait pas la

bourgeoisie. Ce parasitisme et ce gaspillage d'un secteur dont la part de la production ne cesse de s'élargir n'étonne pas car ce troisième secteur n'existe qu'en substitution à **la réduction du temps de travail** qu'appelle la croissance continue de la productivité du travail.

À son tour, ce troisième secteur, tout comme les deux secteurs fondamentaux, celui des biens de consommation courante et celui des moyens de production, tous générateurs de produits, doivent être distingués du secteur producteur de **services aux personnes** qu'il faut bien différencier des services aux entreprises, simple résultat de la division du travail au sein du secteur des moyens de production. Cet immense secteur en termes d'emplois, est une invention, si l'on peut dire, des trente glorieuses qui ont vu ces services jusqu'alors réservés à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie s'étendre au prolétariat. Comme désormais ces services contribuent à la reproduction de la force de travail, ils ne peuvent pas être considérés comme faisant partie du troisième secteur. Ils peuvent encore moins être considérés comme un avatar des services domestiques des temps anciens comme dans l'Angleterre victorienne du temps de Marx.

Cependant, ils ne sont pas non plus totalement subsumés par le capitalisme. Comme services non stockables impliquant un lien personnel entre travailleuses-consommatrices, ils sont très difficilement malléables par le machinisme donc difficilement sujets à une augmentation de productivité donc de rentabilité. De plus, l'absence d'inventaires ne permet pas la division du travail avec le capital commercial et la gestion souple de la saisonnalité des ventes et du cycle économique. C'est pour cette raison qu'il a fallu un rapport de forces favorable au prolétariat pour les imposer au capital. Cela est particulièrement le cas des services s'éloignant le plus d'un produit bien circonscrit comme un repas ou une nuitée. Non seulement bonne santé et bonne éducation et autres **services publics** sont-ils indéfinis mais en plus ils requièrent une grande masse d'infrastructures en réseau pour donner un bon service.

Le capitalisme est peu capable d'organiser des services personnels même bien circonscrits et encore moins indéfinis comme le démontre le coût prohibitif du système de santé étasunien. Cependant, étant en recherche frénétique d'exutoires et le nouveau rapport de forces néolibéral le permettant, la plus-value s'y engouffre goulûment en remodelant les services à sa façon. Soit le capitalisme néolibéral les convertit partiellement ou totalement en produits tels les repas préparés d'avance ou le fast-food avec toute la mauvaise qualité à l'avenant, soit il réduit au minimum la personnalisation du service telle l'hôtellerie des grandes chaînes populaires, soit il segmente un secteur pour couches riches. Quant aux services publics, les plus difficiles à réifier, maintenant que leur privatisation est à l'ordre du jour et que leurs importantes infrastructures sont en place et rachetables à rabais de l'État ou tout simplement gérables sans risque en mode PPP, le capital s'essaie aux mêmes recettes ce qui révèle encore plus son caractère inhumain et démasque sa prétention à « l'efficacité ».

Est spécialement touchée par cet assaut sur les services publics la gent étudiante. L'élargissement et la prolétarianisation de la **couche étudiante** sont une autre conséquence des trente glorieuses. La pénétration de la science dans les forces productives, elle-même objet de standardisation et de contrôle, a obligé la formation

d'une pléthore d'ingénieurs, scientifiques, technologues, techniciens et ouvriers spécialisés, et administrateurs qui ne pouvaient être recrutés qu'au sein du prolétariat. Rien de plus normal que cette large couche prolétarisée réagisse fortement aux politiques néolibérales l'affectant durement car c'est son avenir qui est en jeu de même que celle du monde du XXI^è siècle qui sera le sien.

Au-delà du troisième secteur et des services personnels, on trouve la production non subsumée par le capitalisme mais qui ne lui est pas moins complètement assujéti contribuant à sa reproduction. On pense à la **petite production individuelle** particulièrement massive dans les pays dépendants sous forme de travail informel. Historiquement, celle-ci a servi de réservoir de force de travail d'autant plus bon marché qu'elle s'auto-reproduisait au moins partiellement sans compter qu'elle pouvait fournir aussi à très bon marché des matières premières. Cependant, la pénétration de l'accumulation primitive dans l'ensemble des pays dépendants a beaucoup fait reculer la capacité auto-reproductrice de la petite production obligeant le capitalisme à la soutenir soit indirectement par les subventions à l'alimentation et aux transports, soit directement par le clientélisme et dorénavant par la distribution large de soutien monétaire.

Last but not least, on trouve l'**esclavage domestique**, assurant gratuitement une grande partie de la fonction essentielle de la reproduction de la force de travail. Ce relent de l'esclavage ancien, grec et romain, conservé pour les femmes souligne à double trait l'échec du capitalisme à subsumer la reproduction de la force de travail, cette marchandise très particulière qui seule crée de la valeur. Cet échec fondamental met à nu le fil de plomb liant le capitalisme et l'apparition des sociétés de classe, du moins en Occident. Il suggère le noyau rationnel esclavagiste du travail salarié — durant les heures de travail la force de travail du travailleur et de la travailleuse ne lui appartient pas — que le capitalisme néolibéral bien souvent révèle au grand jour particulièrement dans les économies émergentes et sous la forme de la traite des femmes et des enfants.

Tant ce relent ancien que l'esclavage salarial fait du capitalisme un système intrinsèquement patriarcal. Ce **patriarcat**, étant un rapport de domination, tout comme la répression intrinsèque au lieu de travail, font du capitalisme non seulement un système d'exploitation enraciné dans l'économie mais aussi un système de domination enraciné dans le politique. Ce système de domination n'est pas seulement limité au foyer domestique et au lieu de travail et d'étude. Par l'invulnérabilité de la propriété privée et le respect des contrats entre propriétaires y compris du contrat salarial, seuls droits essentiels au bon fonctionnement du capitalisme — les autres droits devant être conquis et sans cesse reconquis — cette répression s'étend à toute la société ce qui rend indispensable l'État.

Non seulement le capitalisme s'est-il construit historiquement, c'est-à-dire qu'il s'est différencié dans le temps, mais il s'est aussi construit géographiquement, c'est-à-dire qu'il s'est différencié dans l'espace. Pour ce faire, il a tendanciellement réorganisé l'humanité en **nations** c'est-à-dire en marchés unifiés territorialement qui tendent à s'homogénéiser culturellement, particulièrement eu égard à une langue commune, et institutionnellement surtout quand elles aboutissent à la formation d'**États-nations**.

Le système d'**États** plus ou moins nationaux auquel a abouti à terme le développement du capitalisme, comme les systèmes des États pré-capitalistes avant lui, repose sur la nécessité de toute société de classe de réguler pacifiquement l'exploitation et l'oppression en légitimant la domination de la classe dominante afin qu'elle ne se consume pas dans une répression permanente autodestructrice. Cette légitimation, contrairement à celle de l'État pré-capitaliste basée sur la supériorité divine du souverain, se fait en construisant l'**unité nationale** des citoyens et des citoyennes égales entre elles contre l'ennemi extérieur, particulièrement par le moyen de l'armée nationale, complétée par la police pour réprimer les individus et les groupes mettant en danger cette unité, en réalité s'en prenant à la propriété privée des moyens de production.

Cette légitimation est d'autant plus forte qu'elle parvient à stabiliser l'État capitaliste par l'institutionnalisation de la **démocratie représentative**, masquant ainsi efficacement l'exploitation capitaliste qui apparaît comme l'égalité factice des propriétaires des moyens de production (la bourgeoisie) et des propriétaires de leur seule force de travail (le prolétariat) se liant entre eux par contrat individuel, d'où le caractère subversif inhérent du contrat collectif qui suggère un rapport de classe.

L'**égalité** citoyenne et la **liberté** contractuelle des individus formellement égaux donnent au capitalisme la base idéologique pour construire son hégémonie par l'intermédiaire de la société civile, dont le système médiatique, et de son encadrement par l'État, en particulier par le système éducatif. L'emprise apparente de cette base idéologique masque l'emprise beaucoup plus fondamentale du fétichisme de la marchandise, ce qui explique que le capitalisme peut fonctionner à la limite sans démocratie représentative, l'égalité citoyenne et la liberté contractuelle devenant alors elles-mêmes fétichisées comme objets de (re)conquête donnant l'illusion que cette égalité et cette liberté sont réelles c'est-à-dire qu'elles englobent le champ économique.

La démocratie de l'entreprise c'est une action, un vote et non pas une personne, un vote, quand ce n'est pas une action donnant droit à plusieurs votes. Ces petits privilèges assurent aux « fondateurs » le contrôle sans mise de fonds supplémentaire bien souvent au détriment des petits actionnaires malgré les combats à la Don Quichotte des « Robins des banques », tout comme souvent le capital financier à la Norbourg ruine les petits épargnants et celui à la Enron, sous les apparences d'une compagnie d'énergie, leurs propres travailleurs. Quand on réalise que 35 000 transnationales sont beaucoup plus puissantes que la plupart des gouvernements des pays dépendants, on mesure l'ampleur de la crise de la démocratie propre à la résurgence du capital financier de l'ère néolibérale.

Cette différenciation historique et géographique aboutit à la négation du capitalisme par lui-même. L'accumulation primitive du capitalisme naissant avait recréé dans sa périphérie l'**esclavage** à grande échelle, plus féroce que l'esclavage ancien car mû par une dynamique d'accumulation avec une base encore trop étroite, et le **génocide** des peuples aborigènes afin de s'emparer d'une immense réserve de terres déjà cultivées, tous deux prémisses économiques du racisme.

De même la chasse aux sorcières au Moyen-Âge a-t-elle préparé l'esclavage domestique, obstacle à la pleine participation des femmes au marché du travail, afin qu'elles se consacrent prioritairement et gratuitement à la reproduction de la force de travail, créant ainsi la base économique du sexisme.

L'accumulation primitive s'est faite dans le cadre d'un capitalisme usuraire, grands banquiers des rois et usuriers des campagnes, puis d'un capitalisme marchand dont le but était l'accaparement d'or en faveur des États absolutistes mercantilistes grands défenseurs des monopoles marchands tels les compagnies des Indes orientales et occidentales et celle de la Baie d'Hudson.

Au terme de son développement spatio-temporel, le capitalisme aboutit à une très forte **concentration et centralisation** du capital qui a détruit plus de capital que toutes les expropriations révolutionnaires réunies. Géographiquement parlant, le capitalisme a dorénavant subsumé le marché mondial même si cette subsumption n'est pas encore consommée. Si, en effet, le capital financier du début du XX^{ie} siècle avait étendu le capitalisme à la terre entière, le marché international n'était pas encore global en ce sens qu'il était encore un agglomérat des marchés nationaux unifiés par les exportations de capitaux et les flux de matières premières. Celui du début du XXI^{ie} siècle a par contre créé le marché global en reconquérant les vastes zones arrachées au capitalisme par les révolutions anticapitalistes du XX^{ie} siècle tout en intégrant les marchés nationaux dans une division du travail planétaire et en englobant dans la sphère du capital la culture et le vivant.

C'est le capital financier naissant qui a été l'instrument de cette centralisation de laquelle ont émergé, au tournant du XX^{ie} siècle, les monopoles nationaux qui ont rendu particulièrement féroce la concurrence mondiale. Ce développement a polarisé le monde en États impérialistes et États dépendants, portant à son paroxysme la négation du capitalisme en commençant par la destruction et la subordination des nations en retard dans le processus d'accumulation. La domination contemporaine du marché mondial sur les marchés nationaux détruit tendanciellement la régulation du capitalisme par les États-nations sans que le système de l'ONU/Bretton Woods/OMC, dominé par les plus grands États impérialistes ou candidats à l'impérialisme, n'ait pu se libérer du cadre de l'État-nation.

Cette **crise de la nation** comme cadre de la régulation bourgeoise, c'est-à-dire sa déconnexion d'avec le marché national, polarise le système d'États entre groupes impérialistes et États déliquescents. D'une part, on trouve la tendance aux groupements d'États impérialistes pour atteindre la masse critique nécessaire afin de contrôler un marché supranational conférant le rapport de forces nécessaire pour tenter de dominer le marché mondial ou tout au moins continental. Tel est l'Union européenne ou, jusqu'à un certain point, l'ALÉNA surtout si se concrétisait le prétendu Partenariat pour la sécurité et la prospérité. À l'autre extrême, on trouve des pseudo-États par nettoyage ethnique, religieux, clanique ou simplement de gang de rue (ex-Yougoslavie, Iraq, Somalie, Haïti) directement ou indirectement recolonisés par l'impérialisme.

Partout, on note une tendance à la **régionalisation** et à la décentralisation pour faciliter la mainmise des transnationales et des gouvernements centraux et supranationaux. La résultante de ce processus de polarisation et de régionalisation est la négation de la nation comme rassemblement pluraliste basé sur un rapport social construit sur les rapports de marché, par ce fait même niant les pré-capitalistes liens du sang (race, ethnie, tribu, clan, famille) et l'idéologie religieuse de l'unité étatique pré-capitaliste (le St-Empire, la Uma, le pan-slavisme)

C'est cette solidarité nationale, corollaire de l'unité nationale, nécessaire résultante de la formation des marchés, que la bourgeoisie, maître du marché national, a constamment dû dévoyer en **nationalisme** avec tous ses mythes fondateurs et ses territoires sacrés. Ainsi était pavée la voie à la xénophobie et à l'ethnisme qui donnait prise à la notion de « nation imaginaire » propagée par des idéologues anglophones, l'anglais étant *par hasard* la langue commune de l'hégémonie mondiale et de plusieurs nations impérialistes dont la plus puissante.

Tant pour s'adapter au développement des forces productives qui impose le gigantisme des moyens de production, particulièrement des moyens de transport et de communication, que pour lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit qui exacerbe la concurrence et, dorénavant, pour lutter contre l'impuissance tendancielle de l'État à encadrer le marché, l'impérialisme engendre la **guerre**. Des guerres coloniales, il est passé aux guerres mondiales devenues guerre permanente, froide du temps des trente glorieuses, chaude à l'ère du capitalisme néolibéral... mais pas encore une guerre mondiale permanente comme Orwell le prévoyait dans son roman « 1984 ».

Ce déchaînement de la puissance impérialiste, surtout de la super-puissance hégémonique étasunienne menace de rompre les grands équilibres écologiques terrestres tellement le **pillage de la nature** est indispensable à la continuation de l'accumulation du capital. Ce pillage comprend à la fois celui des ressources non renouvelables de plus en plus coûteuses à extraire en termes non seulement d'heures de travail mais aussi de consommation productive d'énergie, tel les sables bitumineux, et celui des ressources normalement renouvelables dont le cycle de reproduction naturelle est compromis par l'intensité de la récolte telles les ressources forestières et halieutiques.

Ce pillage s'étend jusqu'à la marchandisation du vivant et des idées, au point de restreindre leur libre circulation, par la mise sous brevet du code génétique, y compris leur actualisation dans des êtres vivants, et des processus alors qu'auparavant seul l'objet fabriqué pouvait faire l'objet d'un brevet. De là il n'y a qu'un pas à franchir pour étendre le règne de la marchandise à l'être humain lui-même, le tout masqué sous l'euphémisme de « capital intellectuel » ou « **capital humain** ». Ce dérapage signale l'ambition du capitalisme néolibéral de s'accaparer directement, et non plus seulement à travers les objets, de l'aspect intellectuel de la force de travail, même celle des temps immémoriaux sous forme de savoir traditionnel, une autre forme d'accumulation primitive. Paradoxalement, cet euphémisme sert d'idéologie faisant croire au prolétariat qu'il est détenteur d'un capital personnel qu'il doit faire valoir à ses frais et qu'il doit

vendre à ses risques et pour le prix du marché, reléguant aux oubliettes sa condition d'exploité.

Les révolutions du XX^{ie} siècle, parce qu'elles n'ont pas été capables de briser le cadre de la nation, se piégeant dans la théorie du **socialisme dans un seul pays**, sans compter son frère jumeau, le nationalisme social-démocrate, ont finalement capitulé face à l'impérialisme, le laissant dégénérer à tel point qu'approche probablement la limite inhérente d'un capitalisme empêtré dans ses propres contradictions. Si ce n'est le capitalisme qui ira au bout de sa propre négation, plongeant le monde entier, et non seulement l'Europe, dans la barbarie d'un « Dark Ages », c'est parce que l'immense peuple des exploités et des opprimés, au cœur duquel on trouve le prolétariat qui produit directement la plus-value extorquée par la bourgeoisie, aura su nier ce capitalisme qui se nie lui-même.

Cette défaite stratégique du prolétariat et des peuples du XX^{ie} siècle pousse, paradoxalement, à bout les contradictions capitalistes, essentiellement une crise de surproduction larvée de grande ampleur dont seulement la **financiarisation** permanente du capitalisme néolibéral, spectre du capitalisme usuraire du Moyen-Âge, retarde le déclenchement mais au prix d'un renforcement de l'exploitation, du pillage de la nature et de la guerre. Cette financiarisation est moins la cause des tares du capitalisme néolibéral, même si elle sert de prétexte politique et idéologique, que la nouvelle stratégie pour résoudre le vieux problème récurrent du bouclage du cycle normal du capital.

Contrairement au capital financier du début du XX^{ie} siècle, la financiarisation du début de XXI^{ie} siècle n'a pas comme résultat ultime le développement des forces productives, par exemple les chemins de fer et le transport océanique, mais son propre auto-développement comme bulle spéculative découplée de la production, qui toutefois crée un effet de richesse. Au mieux, elle finance directement la consommation de luxe ou semi luxueuse, telle le marché immobilier, quand ce n'est pas l'industrie de guerre par le financement de l'État étasunien. Le capital financier tardif, si l'on peut dire, essaie donc à la fois d'être le père fouettard de l'extraction de la plus-value, de financer par l'endettement la réalisation du cycle normal du capital et aussi d'organiser la répression guerrière que requiert l'État néolibéral. La financiarisation du capitalisme en constitue sa négation suprême car elle escamote complètement le cycle normal du capital dont par ailleurs elle dépend complètement.

L'Amérique du Sud, tirant les leçons de la première dictature néolibérale chilienne et de ses avatars brésilien et argentin, encouragée par la ténacité cubaine malgré ses sérieux problèmes de démocratie, profitant de l'espace créé par la résistance des peuples iraquien, afghan, palestinien et libanais aux guerres de l'empire, cherche la voie du « **socialisme** du XXI^{ie} siècle ». Sa **stratégie** émerge sous la forme de gouvernements anti-impérialistes, aiguillonnés par un mouvement populaire très diversifié dans sa composition sociale, ses modes de lutte, sa conscience de classe et ses rythmes de mobilisation, qui oscillent entre néo-développementisme et anti-capitalisme. Ce socialisme vaincra s'il sait tirer les leçons de l'échec du socialisme du XX^{ie} siècle, positifs et négatifs, soit certes la nécessité de la **rupture révolutionnaire** mais aussi

celle de la **démocratie participative** dont les formes sont à inventer au-delà du slogan, soit un programme pour mettre fin à l'exploitation de classe mais aussi à la destruction de la nature et à toutes les oppressions.

Cette victoire ne sera possible qu'en redécouvrant et en réinventant l'**internationalisme**, qui évite le piège de la seule affirmation idéologique sans se soucier de réalité nationale, d'analyse de classe et de stratégie de conquête de pouvoir d'État qui reste le terrain privilégié de l'organisation du capital. Cette réinvention a commencé à la faire, la mouvance du Forum social mondial à travers ses campagnes mondiales, en particulier contre la dette et contre la guerre et ses grands rassemblements pluralistes. Encore cette mouvance, pour retrouver un second souffle, doit-elle trouver la voie pour se sortir du **réformisme** social-libéral, impossible humanisation d'un capitalisme néolibéral inhumain, en faveur d'un anti-libéralisme, voie transitoire vers l'anti-capitalisme et son nécessaire débouché, le socialisme. Ainsi cet indéterminé et récupérable « autre monde possible » se muera-t-il en un autre monde socialiste qui pointe contradictoirement au Venezuela et en Bolivie si ces pays savent se libérer de leur dépendance pétrolière qui est au centre des problèmes du monde.

Le capitalisme néolibéral à la fois marginalise et intègre massivement

D'un côté, le capitalisme néolibéral pousse une partie substantielle de l'humanité aux marges du marché mondial. On pense aux États délités de l'Afrique, à l'informalisation d'une grande partie des populations des pays dépendants et même aux « exclues » des pays impérialistes, sans compter un chômage élevé, que les taux de chômage officiels ne reconnaissent que partiellement. De l'autre côté, il incorpore presque subitement des anciennes économies non capitalistes, surtout la Chine mais aussi la Russie et l'Europe de l'Est, et jusqu'à un certain point les économies capitalistes jadis partiellement fermées tel l'Inde qui s'appuyait sur l'ex-URSS.

Ce sont là deux phénomènes majeurs mais contradictoires. Pendant qu'on marginalise en masse la force de travail employée à l'intérieur du capitalisme ancien tout en continuant à l'entretenir à la limite de la survie, on en additionne en masse par l'incorporation dans le marché mondial de vastes zones densément peuplées. Le premier phénomène combine la crise de la réalisation du cycle normal du capital avec les acquis de la résistance des prolétaires qui refusent un recul historique de leurs conditions de vente de leur force de travail et de rapports au travail de plus en plus autoritaires. Le second phénomène traduit la logique de l'accumulation du capital à la recherche sans fin de nouveaux débouchés à un taux de profit élevé.

Le premier phénomène tend à abaisser le taux mondial d'exploitation, la production de plus-value étant nulle ou presque pour cette grande masse de salariées potentielles à la marge du système que le capital doit pourtant minimalement entretenir étant donné la faiblesse de l'autoconsommation en l'absence de possession de la terre de plus en plus accaparée par la grande propriété. S'ajoute, dans les pays impérialistes et en Chine, la croissance relative de la masse des retraités. On peut distinguer un taux d'exploitation pour la totalité du prolétariat mondial d'un taux d'exploitation qui sera plus élevé pour le seul prolétariat employé, étant donné que l'on peut considérer les frais de reproduction de la massive force de travail inemployée ou peu employée (exclues, informelles, retraitées, chômeuses et précaires) comme faisant partie du dénominateur, soit le capital variable. On pourrait parler d'un taux d'exploitation de système dans le premier cas, prenant en compte la totalité du capital variable engagé pour la masse salariale privée et publique dans le monde entier, versus un taux d'exploitation pour le seul capital variable engagé directement dans la production dans le second cas.

Calculer seulement le ratio usuel (profits/masse salariale) pour les pays impérialistes donnera un taux d'exploitation près de celui pour les seuls capitaux engagés et donc une tendance à la hausse, surtout si l'on ignore les problèmes du financement du salaire public, à moins de supposer l'adéquation entre la masse salariale non directement payée et le salaire public, et la redistribution au sein du secteur privé au bénéfice des retraités. L'offensive du capital néolibéral en faveur des fonds capitalisés, surtout dans la zone euro, et pour des fonds à contribution déterminée en place des prestations déterminées, aux États-Unis et au Canada, vise la hausse du taux d'exploitation systémique. Le calcul de ce dernier taux requiert un très difficile et peut-être impossible

calcul mondial étant donné le nœud gordien des statistiques comparatives et surtout l'absence de statistiques fiables pour un grand nombre de pays dépendants. Ce n'est pas un hasard si les grands pays impérialistes du G-7 freinent des quatre fers l'aide à l'Afrique malgré leurs promesses répétées de sommet en sommet.

Il est aussi risqué (et fastidieux) de remodeler les concepts néo-classiques donnés en termes monétaires, sur lesquels sont fondées les statistiques bourgeoises, en concepts marxistes donnés en termes de valeur. Par exemple, l'échange inégal implique un transfert de la plus-value des pays dépendants vers les pays impérialistes. Quel est l'ampleur de ce transfert ? Où se retrouve-t-il dans la comptabilité nationale ? Ne pourrait-on pas d'ailleurs interpréter l'offensive néolibérale comme une tentative pour transformer en profits la part salariale de cette plus-value transférée, arrachée par la lutte sociale lors des trente glorieuses ?

Comme, de plus, le marché global regorge de flux illégaux (paradis fiscaux, drogue, armements, traite esclavagiste), les statistiques bourgeoises en sont devenues elles-mêmes suspectes. Par exemple, le taux d'épargne et celui du déficit du compte courant des ÉU pourraient être moins négatifs que les données officielles si on prend en compte l'immensité des épargnes des nationaux étasuniens, et de leurs revenus, dans les paradis fiscaux. Ajoutons le récent et drastique ajustement par le bas du PIB chinois par la Banque mondiale qui relativise le « miracle chinois ».

Comme exemples concrets de soutien sans contrepartie de plus-value, on pense aux subventions de survie des gouvernements argentin et brésilien qui ont d'ailleurs généré un gigantesque clientélisme d'État, très rentable électoralement, devenu une base sociale du capitalisme néolibéral de ces pays. Même dans les pays impérialistes, on est d'ailleurs surpris de constater comment les études comparatives de redistribution du revenu après impôt inter-déciles entre le début de l'ère néolibérale et aujourd'hui constatent qu'en termes relatifs le centile le plus riche est le grand bénéficiaire, que le reste du décile le plus riche y gagne quelque peu, que le décile suivant ni ne perd ni ne gagne... de même que le décile le plus pauvre, tous les autres déciles, donc la prétendue classe moyenne, y perdent.

Un bas taux mondial d'exploitation systémique entraîne-t-il un bas taux de profit ? Les statistiques du taux de profit pour les principaux pays impérialistes indiquent plutôt une hausse du taux de profit depuis le début de l'ère néolibérale. Une génération de politiques néolibérales y a rétabli le taux de profit historique si on le calcule, comme il se doit, pour l'ensemble des entreprises financières et non-financières et non seulement manufacturières comme le font certains. Faut-il supposer un bas taux de profit dans les nouveaux pays capitalistes qui entraîne à ce point la moyenne mondiale vers le bas ? Cela supposerait dans ces derniers pays non seulement un bas taux d'exploitation — les bas salaires réels ne compensant pas la basse productivité de la force de travail — mais aussi une hausse de la composition organique du capital.

L'incorporation massive des ex pays non capitalistes et capitalistes fermés dans le marché mondial, presque du jour au lendemain, a ajouté subitement une masse énorme de capital variable au capitalisme mondial, malgré les très bas salaires, par rapport à un

relativement très modeste nouveau capital constant. La composition organique du capital mondial s'en est trouvée brusquement abaissée, le dénominateur ayant crû beaucoup plus vite que le numérateur. S'ajoutent les modestes taux d'accumulation de l'ère néolibérale dans les pays impérialistes et l'accélération de l'obsolescence planifiée touchant particulièrement le matériel téléinformatique qui dévalue rapidement cette partie de plus en plus importante du capital constant au point de la faire passer tendanciellement du capital fixe au capital circulant. Cette brusque baisse de la composition organique n'a donc pas été compensée par sa hausse dans les zones d'accumulation des pays impérialistes et dans les enclaves modernes des pays dépendants. Ceci dit, les investissements massifs qui se font actuellement en Chine, tant venant de l'extérieur que de l'intérieur, augmentent rapidement la composition organique du capital, ce qui annonce une crise de surproduction de grande ampleur que la digue de la financiarisation aura de plus en plus de difficulté à contenir.

Cette basse composition organique du capital jouerait dans le sens d'un taux de profit mondial élevé. Le taux d'accumulation élevé de la Chine, qui ne dépend pas seulement des investissements directs étrangers, suggère en effet un taux de profit élevé en grande partie généré par l'épargne impressionnante des ménages privés qui compensent l'absence de programmes sociaux et de services publics adéquats. Cependant, un taux d'investissement élevé ne signifie pas nécessairement un taux moyen de profit élevé mais uniquement un taux marginal élevé grâce à la brusque hausse de la productivité du travail suite à l'emploi des meilleures technologies. (Cependant, l'abondance de la main d'œuvre à bon marché n'oblige pas l'utilisation de technologies de pointe pour atteindre la rentabilité, surtout de la part des PME de propriété nationale ou chinoise étrangère, souvent sous-traitantes des transnationales des pays impérialistes.) Bien entendu, cette frénésie d'investissements élève rapidement le taux moyen de profit par l'intermédiaire de la hausse encore plus brusque du taux d'exploitation qu'atténue à peine la hausse concomitante de la composition organique. Dans la mesure où s'épuisera cette dynamique, épuisement qui sera accéléré par le freinage des exportations dû au développement de la crise mondiale de surproduction, la baisse tendancielle du taux de profit émergera de nouveau.

Peut-on aller jusqu'à faire l'hypothèse d'une réduction de la masse mondiale de plus-value étant donné l'ampleur de la marginalisation hors système que ne compenserait pas un taux trop faible d'accumulation du capital dans les pays impérialistes malgré les apports du BRIC ? Cette hypothèse de pénurie de plus-value est certes plus évidente si on fait l'hypothèse d'un bas taux mondial de profit. Toutefois, elle reste compatible avec un taux de profit relativement élevé sur la base, statistiquement plus solide, d'un taux d'exploitation élevé des seuls prolétaires employés — le plus bas taux d'exploitation systémique ne pouvant être pris en compte par la statistique comme on l'a vu — combiné avec une baisse mondiale de la composition organique du capital. Cette combinaison permet un taux de profit plus élevé avec la même masse donnée de plus-value, suite à la brusque subsomption des grandes économies de l'Asie dans le marché mondial en autant que cette subsomption entraîne une brusque dévaluation du capital fixe ancien tout en ajoutant, au début, peu de capital fixe nouveau. Serait aussi nécessaire le corollaire de cette hypothèse : une exclusion massive du prolétariat ancien par le prolétariat nouveau.

Advenant l'éclatement d'une crise économique majeure brisant les digues de la financiarisation et provoquant une baisse importante du taux de profit, cette hypothèse et son corollaire pourraient se réaliser. Cette crise larvée, qu'une crise économique majeure ferait éclater au plein jour, est due à la nouvelle offre massive provenant des nouveaux pays incorporés au marché mondial, offre qui est de beaucoup supérieure à leur nouvelle demande étant donné leurs salaires de misère.

C'est ce passage appréhendé à la diminution absolue de la plus-value qui expliquerait, en dernière analyse, les entêtements apparemment irrationnels signalés en introduction. La bourgeoisie mondiale se rend parfaitement compte que les artificiels effets d'enrichissement de la bulle spéculative qui a réduit presque à néant l'épargne des ménages tout au moins aux États-Unis et au Canada, l'enflure non viable du crédit immobilier aux États-Unis et ailleurs, tout comme le gonflement du troisième secteur, particulièrement le capital employé dans le secteur financier mais aussi un budget militaire financé par le surplus d'épargne mondiale, sont constamment sur le bord du gouffre. Il n'y a donc pas que l'hégémonie étasunienne qui soit au pied du mur mais peut-être que le capitalisme lui-même tend vers son asymptote. Le néolibéralisme guerrier, forme contemporaine du capitalisme, arrive de plus en plus difficilement à neutraliser la baisse tendancielle du taux de profit — peut-être même atteint-il le point d'inflexion de la réduction de la plus-value — sauf à compromettre tant la reproduction même de la force de travail que celle de la biosphère.

La question cruciale de l'énergie

Avec l'extension de la subsomption capitaliste à la terre entière, un peu plus d'un siècle après l'extension non totalement subsumée qui avait donné naissance à la première mondialisation, le capitalisme épuise le moyen principal de l'extension géographique, que Rosa Luxemburg croyait essentiel pour surmonter la tendance à la baisse du taux de profit. Il devient très difficile de faire baisser la composition organique du capital une fois que sera épuisée l'absorption des grandes et moyennes économies orientales dans le capitalisme néolibéral. Il devient aussi difficile d'augmenter le taux d'exploitation étant donné l'accroissement important de la résistance populaire en Chine, dont le salaire est devenu la norme mondiale, même si cette montée ne s'est pas encore traduite qualitativement en force politique à cause d'une très forte répression conjuguée à l'enflure des classes moyennes dû au taux de croissance élevé. Ne reste plus comme exutoire que la baisse du coût du capital constant circulant pour retarder une crise économique majeure ouverte à tous les dérapages.

La consommation productive du capital constant circulant augmente au rythme de la productivité de la force de travail, source primaire du profit. L'explosion exponentielle de l'accumulation du capital depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale empêche de plus en plus de contrôler d'abord la croissance de la contrepartie physique du capital constant circulant, laquelle commence à se heurter à des limites naturelles sérieuses, rareté relative qui se répercute ensuite sur les coûts d'exploitation, ce qui envenime la croissance en valeur de ce capital constant circulant tant par un effet de volume que par un effet de coût unitaire. Rien donc pour contribuer à la hausse du taux de profit sauf pour le capital investi dans les ressources naturelles, lequel prospère, toutefois, aux dépens de l'ensemble du capital et du prolétariat, la rente foncière (pétrolière, minière, agricole) cannibalisant le profit et l'augmentation des prix de l'énergie et des aliments diminuant le salaire réel, un bon exemple étant la prospérité albertaine qui handicape la base manufacturière ontarienne et québécoise par l'intermédiaire de la hausse du huard par rapport au dollar.

Afin de tenter d'éviter l'explosion des coûts, il reste au capital l'exploitation très anti-écologique des sables bitumineux, des pétroles lourds ou des fonds marins à moins de ressusciter la filière nucléaire, véritable bombe à retardement, ou de construire des centrales hydroélectriques dévastatrices d'écosystèmes. Reste, enfin, la guerre du pétrole pour contrôler directement l'accès aux hydrocarbures bon marché de façon à priver de sa rente les peuples moyens-orientaux, même au prix de s'aliéner les fidèles rois saoudiens, afin d'en limiter le coût pour le bon fonctionnement du marché mondial globalisé.

Car comment, dans ce marché globalisé, opposer les travailleuses les unes aux autres, en particulier celles du Nord contre celles du Sud, sans le bon marché des coûts mondiaux de transport ? Le pétrole, c'est en effet le sang qui coule dans les veines du capitalisme néolibéral. Pourquoi, politiquement parlant, faire cadeau de la faramineuse rente pétrolière aux dirigeants nationalistes iraniens, si néolibéraux soient-ils, et surtout aux Chavez, Morales et Correa de ce monde afin de leur donner les moyens de

reconstruire un capitalisme national, anti-impérialiste et populiste, qui pourrait donner lieu à une transcroissance socialiste si leurs peuples continuaient de pousser à la roue pour un « *socialisme du XXI^e siècle* » ?

L'importance grandissante de la tentative de redistribution des cartes inter-impérialistes se conjugue à la guerre du pétrole, à laquelle pourra demain s'ajouter celle de l'eau, pour annoncer une intensification et une extension de la guerre hors de ces actuels foyers moyen-orientaux et africains par la médiation, par exemple, d'une guerre contre l'Iran. Les récents coups d'État militaires en Thaïlande, aux îles Fidji et au Bangladesh ont révélé les tensions dans ces parties du monde pourtant réputées stables à cause de leur taux important d'accumulation de capital ? L'éclatement de la Chine demeure une possibilité ce qui serait d'ailleurs conforme à son histoire de morcellement-réunification. Même la relative unité de l'Inde est toute récente historiquement et demeure à la merci des sectarismes, legs de son indépendance faite au moyen de nettoyages religieux.

À moins d'un rebondissement fulgurant des luttes populaires à un niveau suffisant pour faire reculer l'impérialisme, la logique de la guerre prévaudra. Les grandes mobilisations des peuples andins, conjuguées à l'enlisement impérialiste en Iraq et en Afghanistan, n'ont-elles pas contribué à éloigner la guerre de ce continent, tout au moins à la confiner à la Colombie ? C'est là l'espoir du monde.

La crise des débouchés

À cette profonde crise structurelle, la bourgeoisie des grandes puissances n'a trouvé comme remède, pour les pays dépendants en crise, par exemple la crise asiatique/latino-américaine de 1997-98, que la hausse des taux d'intérêt et l'austérité budgétaire soi-disant pour rétablir l'équilibre du compte courant. Pour les pays impérialistes en crise, par exemple au moment du dégonflement de la bulle technologique étasunienne au début du siècle et suite à la crise immobilière-financière d'août 2007, elle a fait exactement le contraire : baisse des taux d'intérêt, injection massive de fonds sans garantie sérieuse au bénéfice du capital financeur et baisse de l'impôt sur les profits et sur les revenus supérieurs et politique de déficit budgétaire aux ÉU. Deux poids, deux mesures mais qui vont dans le même sens malgré les apparences : garantir les mises de fonds du capital financier sans soucis des conséquences socio-économiques. La baisse administrative des taux d'intérêt à court terme, mais pas dans la zone euro ni au Japon, a eu peu d'effet sur ceux à long terme tant les financeurs craignent inflation et dévaluation.

Dans les pays impérialistes c'est à peine si les banques centrales ont eu le temps de se redonner une marge de manœuvre entre 2003 et 2007 que la crise d'août 2007 a commencé à l'entamer. Quant au Japon, il n'a jamais même pu rétablir cette marge. Le seul remède que connaisse le capitalisme néolibéral est davantage de spéculation boursière et de crédit. Depuis la crise boursière de 1987, les banques centrales garantissent, en cas de crise majeure comme celle d'août 2007 qui ne cesse de rebondir dans l'appréhension aux ÉU d'une crise généralisée du crédit à la consommation et même du crédit hypothécaire normal, une injection massive et rapide de fonds pour endiguer le dérapage. Le capital financier a bien entendu le message.

Mais l'argent a beau être bon marché, et pourquoi pas gratuit comme ce fut longtemps le cas au Japon, encore faut-il que les magnats de la finance y trouvent leur compte comme capital privé. La résolution par le haut de la crise de la liquidité arrêtera-t-elle la crise financière/immobilière ? Et même si elle y arrivait, le choc n'aurait-il pas été suffisant pour enliser l'enflure de la bulle, du crédit hypothécaire et même du financement mondial de l'économie étasunienne ? Après tout, les magnats connaissent très bien le château de cartes qu'ils ont construit.

Ce n'est pas que le capitalisme néolibéral ne cherche pas une voie structurelle de sortie à sa crise d'accumulation. Tel est le sens de l'élargissement de l'accumulation du capital à la sphère du vivant et aux services publics, par les privatisations, pour compenser l'atteinte de la limite absolue de la subsumption des anciennes sociétés non capitalistes. C'est oublier que l'extension géographique permet de boucler le cycle normal du capital en créant à la fois de nouvelles sources de production marchande mais aussi sa réalisation en intégrant d'un seul coup de nouveaux travailleurs-consommateurs arrachés à des modes de production pré-capitaliste, dans le cas de l'impérialisme ancien, ou post-capitaliste, dans le cas du nouvel impérialisme néolibéral.

Par contre, le développement de nouvelles sources d'accumulation au sein d'une aire déjà subsumée par le capital ne fait que, soit substituer une source à une autre, production et réalisation comprises, soit certes reconquérir une source de production perdue à la lutte de classe sous forme de services publics mais sans l'équivalent au niveau de la réalisation. Pire, la contrepartie des coupures et des privatisations est la suppression ou la diminution des déficits publics — à l'exception significative des ÉU afin de financer la guerre permanente du pétrole — et la contre-réforme fiscale. Comme la propension à consommer des gouvernements et des classes populaires est plus grande que celle des capitalistes, — la consommation de luxe n'est qu'une fraction de la valeur de la consommation publique ou populaire qu'elle déplace — la réalisation de la valeur s'en trouve réduite.

La consommation de luxe ne peut donc pas être ce « troisième secteur », hors biens d'investissements et hors biens et services de consommation du prolétariat, qui serait la solution au problème de la demande solvable, pas plus à la crise des débouchés du capitalisme néolibéral qu'à celle de la grande crise du capitalisme libéral de la fin du XIX^{ie} siècle où elle fut tentée pour la première fois aux ÉU (le *gilded age*).

Puis, si l'on peut dire, se présenta la solution des guerres mondiales qui effectivement résolut le problème de la demande solvable mais à un haut risque pour la bourgeoisie, tant celui de la défaite que surtout celui de la révolution qui décrocha la Russie puis la Chine du marché mondial qui s'annonçait au tournant du XX^{ie} siècle. Toutefois, la bourgeoisie étasunienne, confrontée tant à la peur du retour de la grande crise des années 30 et à l'intensification de la lutte de classe en résultant qu'à la rivalité du bloc sino-soviétique alors compact, comprit la pertinence d'étendre aux dites classes moyennes, petite-bourgeoisie et couches supérieures du prolétariat, une consommation de luxe dévoyée dite « consommation de masse ». Se rappelant l'efficacité idéologique de la consommation ostentatoire du « *gilded age* », elle sut exploiter à fond le fétichisme de la marchandise comme substitut au bonheur et en même temps, à partir de la guerre de Corée, institutionnaliser une « économie de guerre permanente » dans le contexte d'une guerre froide qu'a conservé et que désormais amplifie le capitalisme néolibéral avec ses guerres chaudes.

Cette solution des trente glorieuses, qui ne fut possible qu'à cause de l'hégémonie incontestée des ÉU tant sur les plans économique et financier que militaire et culturel, a certes créé le mythe d'un capitalisme capable de surmonter le problème crucial de la demande solvable. Cette solution fut cependant atteinte au prix de l'envenimement de toute une série de contradictions dont la crise écologique et celle des dettes publiques et du tiers-monde ne sont pas des moindres, sans compter la transformation du colonialisme en néo-colonialisme et la combinaison du travail salarié, ou de subsistance, des femmes à l'esclavage domestique (la double journée de travail). Non seulement l'État dit providence des trente glorieuses a-t-il légué cette série de crises mais, au bout du compte, il n'a pas réglé la contradiction fondamentale du capitalisme, soit cette demande solvable compatible avec un taux d'accumulation permettant le maintien du taux de profit. À la fin des années 60, le cycle normal du capital ne pouvant plus se boucler à sa valeur, la baisse tendancielle du taux de profit était redevenue réalité.

Cet échec combiné à celui du prolétariat qui s'était laissé prendre au piège de la consommation de masse à l'Ouest, du « socialisme dans un seul pays » à l'Est et du développementalisme au Sud, a pavé la voie au capitalisme néolibéral se présentant comme le retour du capitalisme libéral du XIX^{ie} siècle... plus les monopoles, renommés transnationales, et la financiarisation. Le capitalisme néolibéral, en écrasant sans grande difficulté le mouvement prolétarien, a royalement réussi à rétablir le taux de profit dans les pays impérialistes mais cherche encore la solution structurelle au problème de la demande solvable.

L'hyperdéveloppement du secteur financier, même en Chine du «socialisme de marché», est devenu en soi un secteur non négligeable de la demande solvable, en symbiose avec la consommation de luxe de ses opérateurs mais aussi par ses investissements immobiliers et téléinformatiques pour son propre auto-développement. Cette hypertrophie ne peut plus simplement être mise au compte d'un travail improductif en soutien à la création de plus-value du travail productif. Il s'agit bien d'un nouveau troisième secteur qui se superpose aux deux premiers, la consommation de luxe et la production d'armements. Et il a été propagé aux quatre coins de la planète, sous forme de Bourses implantées dans des endroits aussi improbables que Katmandou, Bucharest, etc.

Cet empilement dans le troisième secteur pourrait être efficace dans la mesure où le chômage et le sous-emploi de la force de travail et des moyens de production seraient dus à une crise/récession du cycle conjoncturel (*business cycle*). Cependant, au moment d'écrire ces lignes (août 2008), les ÉU semblent y échapper, grâce à la baisse du dollar, aux dépens de la plupart des autres pays impérialistes, qui amorcent une croissance négative, et même des grands pays jadis non capitalistes dont le taux de croissance commence à ralentir. À cause du consentement de ces nouveaux pays et des États pétroliers à financer le gouffre de la dette extérieure étasunienne, sans compter la fuite des capitaux vers les pays impérialistes, la crise de surproduction larvée ne produit pas encore de crise économique. Ces flux de capitaux du Sud vers le Nord permettent aux ÉU de soutenir leur demande interne tout en finançant la guerre du pétrole, non seulement par l'endettement des ménages mais aussi par un important déficit budgétaire, un autre legs keynésien qui jadis a financé la Seconde guerre mondiale puis la Guerre froide.

Chômage et sous-emploi généralisés sont en fait le plein emploi compatible avec une ample armée de réserve de sans emplois nécessaire à une implacable discipline de la force de travail, seule manière de lui imposer de profonds reculs historiques. Le plein emploi néolibéral en est un de flexibilité afin à la fois de maximiser la productivité du travail en l'intensifiant et de réduire le salaire social en répartissant à rabais le salaire privé par la généralisation du temps partiel et du travail informel, d'où le faux message des taux officiels de chômage et d'emploi.

Le refus de la Banque centrale de l'Union européenne de baisser les taux d'intérêt à court terme, contrairement à celles des ÉU, de la Grande-Bretagne et du Canada, témoigne d'une volonté de maintenir un euro fort pour à la fois rentabiliser les exportations de capitaux de la bourgeoisie de l'UE et freiner la croissance afin

d'amplifier l'armée de réserve de sorte à casser la combativité du prolétariat européen, surtout français. C'est aussi relativement le cas au Canada, particulièrement au Québec dont le taux de syndicalisation est le plus élevé en Amérique du Nord impérialiste, par rapport aux ÉU. D'où l'offensive du Partenariat de sécurité et de prospérité, concocté dans le quasi-secret avec les gens d'affaires depuis 2005, dont le but au nom de l'intégration économique et de la dite sécurité au sein de l'ALÉNA, est d'ajuster la législation et la réglementation canadiennes, commerciale et sociale, sur celles des ÉU jusqu'à et y compris l'union douanière et une monnaie unique.

De toute façon, les politiques keynésiennes, de droite ou de gauche, ne peuvent avoir l'impact structurel de l'annexion impérialiste de zones géographiques nouvelles. Il faut au capitalisme néolibéral une solution structurelle et non conjoncturelle pour maintenir son élan.

Une nouvelle révolution industrielle ?

Une révolution industrielle, en renouvelant de fond en comble le stock de capital fixe — depuis l'avènement de la « société de consommation », il faut aussi compter sur le renouvellement de biens durables — générerait une demande solvable par le haut en engageant dans la création de moyens de production le capital engagé dans l'enflure spéculative sans compter le déplacement du capital productif et improductif des secteurs désuets vers les secteurs dynamiques. Cette injection induirait à son tour, par la création d'emploi, une demande solvable populaire supplémentaire que la lutte de classe pourrait encore augmenter.

Cependant, une révolution des forces productives, pour décoller et entraîner l'ensemble de l'économie mondiale, a besoin de conditions technologiques et politiques particulières qui se résument par la prédominance d'une nouvelle source d'énergie et par la montée de nouvelles puissances impérialistes prétendant à l'hégémonie mondiale. Ce fut la Grande-Bretagne à la fin du XVIII^{ie} siècle pour la première révolution industrielle basée sur la machine à vapeur et les ÉU pour la seconde basée sur le moteur à explosion et sur le moteur électrique.

Cependant, la condition essentielle à la réussite d'une révolution industrielle est socio-économique soit la hausse du taux de profit tout en assurant le bouclage du cycle normal du capital. Cette hausse s'obtient par une hausse du taux d'exploitation, soit par le processus de l'accumulation primitive dans le cas de la première révolution industrielle, soit, pour la seconde révolution industrielle, par la hausse fulgurante de la productivité des deux secteurs faisant partie du cycle normal du capital. Cette seconde révolution industrielle, grâce à la standardisation des produits et à la production à la chaîne, a évité une hausse de la composition organique du capital, la valeur du capital fixe étant réduite par les nouvelles méthodes de production, tout en permettant une baisse de la valeur d'un identique panier du consommateur, rendant possible la hausse du taux d'exploitation sans baisser le salaire réel.

Les trente glorieuses, quant à elles, ne furent pas induites par une troisième révolution industrielle qui n'eut jamais lieu malgré l'apparition de l'industrie nucléaire qui reste marginale. Elles eurent plutôt comme moteur, comme on l'a vu, la gigantesque mais inachevée lutte mondiale des classes et furent marquées non pas par la montée d'une nouvelle puissance hégémonique mais par la consécration de la domination étasunienne. En creux, on peut parler de l'échec d'une révolution socialiste des forces productives qui n'eut jamais lieu. Au contraire, les économies soviétiques imitèrent en pire les caractéristiques de la seconde révolution industrielle.

Si, malgré tout, les trente glorieuses combinèrent hausse du taux de profit tout en réalisant à sa valeur la production, ce fut parce que l'incontestable hégémonie étasunienne unifiant le camp impérialiste contre le camp soviétique, momentanément renforcé de la Chine, permit la reconstruction rapide des puissances vaincues tout en renouvelant le stock de capital épuisé des puissances victorieuses. Cette double

reconstruction fut prolongée par la hausse du salaire réel, privé et public, consentie pour stabiliser la lutte sociale encouragée par la victoire contre le fascisme et la montée révolutionnaire concomitante.

La révolution de la téléinformatique, que suivent celles en marche de la biotechnologie et de la nanotechnologie, qui marque l'ère néolibérale, peut-elle être l'amorce d'une troisième révolution industrielle ? Nul doute que cette révolution technologique, particulièrement visible aux États-Unis, ait abaissé les coûts de production de maints secteurs surtout dans les derniers dix ans où son extension hors de la sphère proprement téléinformatique et financière a haussé significativement la productivité du travail envenimant cependant d'autant plus la crise larvée des débouchés. Cependant, elle engendré une crise de surproduction sectorielle qui a contribué à l'instabilité financière du krach de 2001 alors qu'un grand nombre de start-up du domaine de l'informatique ont fait faillite, entraînant la perte d'environ 40% des épargnes des gens de la classe moyenne.

Reste qu'une révolution des forces productives, pour contribuer significativement à la relève du taux de profit tout en assurant la réalisation du cycle normal du capital, doit d'abord abaisser le coût de reproduction de la force de travail sans affecter le salaire réel. Cependant, la révolution téléinformatique a essentiellement été générée dans le giron de l'industrie militaire afin de satisfaire ses besoins. En effet, l'économie de guerre permanente, née avec la Deuxième guerre mondiale, est devenue la matrice structurante du développement de la technologie : la téléinformatique mais aussi le nucléaire, l'avionnerie, la machine-outil numérique, l'Internet. Ce n'est que par ricochet que la téléinformatique s'applique à certains produits participant à la reproduction de la force de travail, ceux d'ailleurs pour lesquels le fétichisme est le plus grand, les produits électroniques.

Cette révolution s'est peu appliquée au logement. Dans la mesure où elle l'a été, elle fut plus que neutralisée par la hausse des coûts des matières premières et surtout par la croissance de la rente foncière urbaine. Cette rente n'est bien sûr pas nouvelle mais la concentration prolétarienne dans les méga cités en accroît sans cesse la part relative dans le coût du logement même dans les « slums ». Quant à ces éléments essentiels que sont le vêtement et surtout la nourriture, ils doivent davantage leur bas prix aux ateliers de misère (*sweat shops*) des zones franches, aux conditions de travail à la Charles Dickens du prolétariat chinois et asiatique, à la sueur du prolétariat miséreux de la monoproduction agricole des pays dépendants (*cash crops*), à l'épuisement des sols, à la réduction de la biodiversité, à la bio-ingénierie apprenti sorcier et à la pollution des eaux propre aux méthodes de l'agro-industrie qu'à la révolution de la téléinformatique. On peut d'ailleurs se demander si l'émergente biotechnologie n'accroîtra pas le coût de la reproduction de la force de travail par la surconsommation de médicaments vendus à des prix monopolistes alors que les sidatiques sans demande solvable du tiers monde en sont privés par le marché.

Tout récemment, on note d'ailleurs une inflation des prix des produits alimentaires, fruit à la fois de l'épuisement des sols et de la dépendance pétrolière de l'agro-industrie, de la désertification et des perturbations climatiques dues à l'effet de serre et de la pression

des soi-disant bio-carburants due à l'épuisement du pétrole à la veille d'atteindre ou ayant déjà atteint le « pic pétrolier ». Tous ces facteurs enflent d'autant la rente foncière agricole qui ne va aucunement à la grande masse des agriculteurs. Elle est plutôt accaparée par les transnationales agro-industrielles et financières et quelque peu par les peuples des pays impérialistes sous forme de bas prix. En effet, les substantielles subventions étatiques aux agriculteurs des pays impérialistes, leur évitant la banqueroute qu'autrement les prix mondiaux leur imposeraient, entretiennent l'arme alimentaire, outil de rivalité des grandes puissances pour le contrôle des peuples des pays dépendants. Ces importantes subventions permettant aux transnationales de la chaîne alimentaire de s'enrichir en creusant un trou béant entre les prix payés aux producteurs et les prix de vente au détail. Même l'OMC n'est pas venue à bout de briser l'arme alimentaire sur l'autel du libre-échange, pas plus qu'elle n'a jamais songé au libre-échange des armements.

Pour expliquer cette incapacité du capitalisme à combiner une nouvelle phase d'expansion avec la satisfaction des besoins sociaux, Michel Husson fait l'hypothèse de l'incapacité du capitalisme contemporain à satisfaire ces besoins à ses conditions de rentabilité :

« Le mouvement de fond [de l'économie capitaliste depuis un demi-siècle] est celui qui modifie la demande sociale et la déporte des biens manufacturés auxquels sont associés d'importants gains de productivité vers une demande de services collectifs et peu susceptibles d'être satisfaits sous forme de marchandises comparables à l'automobile. Dans la mesure de la satisfaction de ces besoins pèserait sur la rentabilité du capital, ils sont traités comme une contrainte et donc satisfaits sur la base la plus étroite possible. Et comme les besoins sociaux émanant d'une bonne partie de l'humanité pauvre entrent dans cette catégorie, on assiste à un gigantesque dénie de production à l'échelle mondiale : mieux vaut ne pas produire que de produire en dessous de la norme de profit. » (Séminaire d'études marxistes, page 246)

Comme on l'a déjà mentionné, les services publics sont en effet difficilement susceptibles de standardisation et de travail à la chaîne, quoique l'on s'efforce d'informatiser et d'individualiser l'éducation et même de faire en série certaines interventions chirurgicales, ce qui prépare le terrain à la privatisation. Le service de santé pour couches riches reste un troisième secteur rentable quitte à laisser l'économie sociale prendre en charge le reste.

Non seulement le capitalisme contemporain décrocherait-il des nouveaux besoins sociaux, ce qui signifierait un divorce entre travail concret et travail abstrait mais, plus fondamentalement, la révolution de la téléinformatique pose la question des « biens publics » non pas au sens de production étatique, quoique il y ait corrélation, mais de biens non destructibles par leur consommation courante, à bien distinguer de la consommation productive où la valeur des moyens de production se transmet dans les produits de consommation courante.

La production massive de biens durables avait commencé à poser ce problème. Leur propriété par les ménages individuels, à l'image des entreprises qui sont propriétaires de leur capital fixe, rend leur utilisation peu intensive et même incite à économiser leur

usage contrairement aux entreprises qui, aiguillonnées par la loi de la concurrence, ont tendance à en faire un usage efficient sous contrainte du cycle économique. Un ménage utilise beaucoup moins son automobile ou ses appareils électroménagers qu'une entreprise ses machines... sauf en temps de crise. Il y a donc là gaspillage.

La production d'information, administrative, culturelle ou scientifique, sur support électronique, de même que la production de médicaments, aiguise cette contradiction. En termes néo-classiques, ces marchandises ont un coût marginal très faible par rapport à leur coût moyen, c'est-à-dire que leurs coûts variables sont négligeables par rapport à leur coût fixe. La théorie néo-classique des prix commande de presque les donner, ce qui est incompatible avec la rentabilité capitaliste.

Les transnationales des TIC contournent la difficulté par la distribution de produits incitatifs, la collecte de banques d'informations privées, de pollution publicitaire ou tout simplement par des mécanismes de blocage à clef payante. Ce n'est plus là de la production efficiente. Dans le domaine médical, le médicament se vend un ou deux ordres de grandeur au-dessus de son coût strict de fabrication pour payer non seulement la très coûteuse recherche-développement, qui d'ailleurs sert de plus en plus souvent qu'à ne reproduire des variantes de médicaments existants afin de maintenir la rente du brevet original, mais plus encore les immenses frais de marketing.

C'est donc dire que services collectifs et biens publics sont autant de faillites du marché qui s'ajoutent à celles déjà connues du dépérissement des ressources naturelles non reproductibles et des pollutions qui désormais portent atteinte à la reproduction de la biosphère. La limite géographique du capitalisme subsumé étant à la veille d'être atteinte, la révolution des forces productives basée sur la satisfaction des besoins humains paraissant hors de portée, quelle porte de sortie reste-t-il au capitalisme qui pourrait prendre une autre forme que le capitalisme néolibéral ? Il fallait y penser : prétendre corriger ses propres turpitudes sur le dos du prolétariat et des peuples.

L'effet de serre, planche de salut du capitalisme ?

L'explosion exponentielle de l'accumulation du capital des trente glorieuses et celle contemporaine des nouveaux pays capitalistes testent les limites physiques de la disponibilité des ressources naturelles à bon marché et celles de l'équilibre de l'écosystème terrestre. Le quatrième rapport des experts de l'ONU ne permet plus de jouer à cache cache même pour le capitalisme le plus entêté. Non seulement menacent la révolte d'en bas, y compris dans les pays impérialistes, mais surtout, d'un point de vue capitaliste, celle de la destruction du capital accumulé tant par des événements catastrophiques, à la Katrina ou même des canicules qui paralysent la force de travail, que par des bouleversements permanents, tel la hausse des océans, dont l'horizon se rapproche plus vite que prévu par le rapport des experts de l'ONU. Pour le capitalisme, c'est "*if you can't beat them, join them*".

Ces chambardements lui offrent l'occasion d'ouvrir un gigantesque nouveau champ d'accumulation dont le rôle équivaldrait à celui des budgets militaires mais avec l'avantage de pouvoir justifier plus facilement une baisse du salaire réel, privé et social, afin de combattre, cette fois-ci, une menace réelle et non pas une guerre contre le terrorisme sciemment provoquée et soigneusement entretenue. On aura beau blâmer le capital pour l'effet de serre, nous dira-t-on, le mal est fait et il faut vivre avec... et la majorité prolétarienne des pays impérialistes aura participé à l'orgie de la marchandise-fétiche, le temps qu'elle aura duré. Cette majorité pourrait être d'autant tentée d'abdiquer envers le capital que celui-ci essaiera d'abord de faire passer à la caisse le prolétariat des pays dépendants, d'où croissance de la xénophobie, les femmes, d'où croissance du sexisme, les nations et nationalités de couleur, d'où croissance du racisme.

La hausse consentie du taux d'exploitation dégagerait la plus-value nécessaire pour financer les gigantesques investissements dans les puits de carbone, l'énergie nucléaire, le gaz naturel comme substitut au charbon, les agro-carburants, l'efficacité énergétique (bâtiments, transport, procédés industriels et production d'énergie), l'énergie solaire et éolienne y compris pour la fabrication d'hydrogène. Reviendrait à l'État le rôle d'arbitre les querelles inter-capitalistes sur la distribution de la plus-value entre les complexes — auto/pétrole/bungalow, militaro/industriel/sécuritaire/TIC et le nouveau écologie/bio-technologie/nanotechnologie — et sur les méthodes de financement — taxation du carbone, privilégiant l'interventionnisme étatique direct, ou marché du carbone, privilégiant les rapports de force entre transnationales dans un encadrement étatique, tous deux réduisant la question écologique à une affaire de gros sous au bénéfice des pollueurs argentés.

Cette mutation capitaliste est l'alternative à la réduction/conservation de la consommation d'énergie donc à la substitution du transport public à l'automobile, de la cité densifiée et mixte aux banlieues de maisons unifamiliales, et surtout du temps de travail réduit sans baisse de revenu à l'augmentation et à l'intensification du temps de travail. Car accumulation du capital et réduction de production sont antinomiques. La

production, cependant, n'a pas à nécessairement s'appliquer à la consommation courante. Si le prolétariat y consent, une hausse drastique du taux d'exploitation est possible tout en assurant la réalisation de la production finale à sa valeur hors du secteur de la consommation populaire. Ce nouveau et apparent « troisième secteur » — il est nécessaire à la reproduction élargie du capitalisme —, s'ajoutant à la consommation de luxe, à l'économie de guerre permanente et à l'hypertrophie du secteur financier (et même commercial), viendrait résoudre la contradiction entre croissance exponentielle du capital fictif et croissance linéaire du capital lié au cycle normal du capital que tous les observateurs ont constaté depuis le début de l'ère néolibérale.

S'annonce une opération sauvetage de la planète par des investissements colossaux ou bien financés par l'État, sorte de gigantesque partenariat public-privé, ou bien par l'arbitrage des marchés des droits de polluer régulés par l'État, tous deux sur la base de l'appauvrissement général du prolétariat mondial. Ce sauvetage à la capitaliste, cependant, sera différencié nationalement et par couches sociales pour entretenir la division jusqu'à et y compris la tentative de dresser une forteresse des pays impérialistes et de leur périphérie immédiate (Europe de l'Est, Mexique), nécessaire réservoir à bon marché pour la construction et les services personnels et publics, contre les réfugiées des catastrophes écologiques et guerrières. L'État néolibéral, loin d'être non interventionniste, doit être un État fort pour à la fois arbitrer les conflits au sein de la bourgeoisie et surtout pour réprimer et guerroyer... quitte à systématiquement soustraire jusqu'à et y compris ses fonctions essentielles, la répression et la guerre.

On peut parier que cette solution, comme les autres avant elle, ne fera qu'envenimer les contradictions du capitalisme et amplifier les guerres. Le piège, que tend le capitalisme est de marginaliser réduction et conservation énergétique en faveur des énergies douces, ou pire des pseudo énergies douces comme l'éthanol et l'hydroélectricité sans oublier l'hydrogène qui n'est qu'une source secondaire, et même de l'efficacité énergétique conçue comme seulement l'amélioration de la productivité énergétique de l'accumulation du capital. Cette parade ne modifie pas substantiellement le mode de production et de consommation, sachant fort bien que ces énergies douces, éolien et solaire, ne feront que s'ajouter aux hydrocarbures, au nucléaire et aux agro-carburants au lieu d'être un complément à la réduction/conservation énergétique. La combinaison réduction/conservation énergétique et énergies douces, nouvelle révolution énergétique, annonce une troisième révolution industrielle à laquelle il faut, pour la mettre en œuvre, une nouvelle puissance sociale, celle du prolétariat.

Ne pas se tromper de cible

Toute cette analyse serait bien inutile si elle n'avait pas d'implications stratégiques en termes d'orientation politique générale, en particulier de savoir quel ennemi cibler.

La financiarisation, comme caractéristique du capitalisme néolibéral, est la conséquence ultime du développement des contradictions capitalistes, l'exutoire d'une plus-value à la recherche de valorisation en dehors du cycle normal du capital. Paradoxalement, elle est aussi le moyen pathétique de réaliser le cycle normal du capital — tout en maintenant un haut niveau de profit par le parasitage à grande échelle de la plus-value — en soumettant ce cycle au cycle de l'argent par l'effet de richesse de la spéculation, par un crédit à la consommation poussé à son paroxysme et même par l'auto-développement du capital financeur en troisième secteur s'ajoutant et recoupant les énergivores et polluantes consommations de luxe et économies de guerre permanente.

Toute lutte contre la financiarisation qui n'est pas aussi une lutte anticapitaliste rate sa cible car la financiarisation est indispensable au capital tant pour le maintien du taux de profit, à défaut d'entraîner une grève des investissements, que pour le bouclage du cycle normal du capital, à défaut de causer une profonde crise de surproduction.

Prôner le retour à un vertueux « capitalisme industriel » à la trente glorieuses, national ou mondial, populiste ou sous forme d'un « plan Marshall », est une utopie réactionnaire : une utopie car ne résolvant pas la crise fondamentale du capitalisme, comme la faillite des trente glorieuses l'a démontré ; réactionnaire car prônant un retour en arrière qui n'avait résolu ni l'exploitation, ni l'oppression et ni la domination du capital, tant s'en faut. C'est surtout oublier que les trente glorieuses ne furent possibles qu'à cause du rapport de forces pré-révolutionnaire de la fin de la Deuxième guerre mondiale. Il en coûte aujourd'hui très cher à l'humanité d'avoir raté, au XX^è siècle, plusieurs tournants révolutionnaires, particulièrement après chacune des deux guerres mondiales.

Certes, le capitalisme néolibéral s'enfonce dans ses contradictions en particulier en aggravant chômage, pauvreté, inégalités et répression, en approfondissant la guerre du pétrole et en l'élargissant à celle de l'eau au fur et à mesure de la détérioration de l'écosystème terrestre. Il est donc inévitable qu'il suscite une riposte de grande ampleur. Cependant, le seul et unique ciblage de la financiarisation n'apporte pas d'alternative au capitalisme néolibéral, par là le renforçant car mettant en évidence sa capacité de système fonctionnel même réactionnaire et contradictoire.

La seule lutte contre la financiarisation, c'est-à-dire contre le capital financier incarné dans les transnationales, sans perspective anti-capitaliste, invite par le fait même à réformer le capitalisme néolibéral pour le transformer en un impossible capitalisme écologique et social encadré par l'État, solution prônée par le social-libéralisme, réformisme sans réforme auquel le néolibéralisme guerrier réduit les partisans de la

troisième voie. Si cette orientation prévalait, le capitalisme néolibéral muerait mais, par exemple, en une forme de capitalisme autoritaire « écologique » ou même en une sortie ultra droite du capitalisme.

Le but stratégique ne saurait être que le renversement du capitalisme en commençant par l'expropriation du capital financeur, cœur institutionnel du capital financier. Il ne s'agit pas, par contre, de répéter le catastrophique socialisme réellement existant du XX^{ie} siècle à laquelle aboutirait toute étatisation sans socialisation. Au-delà du slogan, il y a une démocratie participative à inventer qui soit garantie par le nouvel État socialiste lui-même débureaucratisé selon la généralisation de la formule des garderies populaires autogérées par leurs travailleuses et leurs usagères jusqu'à et y compris le budget de l'État décidé lui aussi par un processus de budget participatif que la gauche du PT brésilien a initié à Porto Alegre, mais dans des limites fort étroites, ce qui a permis une facile récupération.

Nul doute qu'une orientation semblable doit rapidement s'appliquer à la gestion et à l'exploitation des richesses naturelles. La bureaucratie de l'État capitaliste gérant ces richesses, dans le cas où elles ne sont pas privées, a amplement prouvé qu'elle le fait au bénéfice des transnationales qui pillent forêts et mers tout comme généralement de ses complexes auto-bungalow et militaro-sécuritaire. De même, le capitalisme ne pouvant satisfaire efficacement et universellement le besoin de « biens publics » et de services publics, étant surtout incapable de préserver les grands équilibres écologiques, il revient à l'État socialiste de combler ces besoins y compris pour les médicaments, pour le réseau Internet et pour les moyens d'information et de culture, toujours sur la base de la démocratie participative et d'une expropriation préalable des transnationales et des monopoles nationaux les contrôlant.

Dans le cadre d'un marché mondial dominant les marchés nationaux, ce qui est particulièrement le cas pour les économies canadienne et québécoise surtout depuis leur incorporation dans l'ALÉNA et avec la menace du PSP, la lutte anticapitaliste se fait contre un ennemi transnationalisé dont font partie la bourgeoisie canadienne, grande exportatrice de capitaux, et sa branche québécoise dont les petits empires Desmarais, Bombardier et Québécor ont depuis longtemps dépassé les marchés québécois et canadien. C'est là le sens profond du mouvement du Forum social mondial (FSM) qui a renouvelé l'internationalisme en encadrant une lutte mondiale contre la guerre et contre la dette même si, empêtré dans le piège de l'impossible réforme du capitalisme et des grands happenings, il est à la recherche d'un second souffle, tout comme la gauche politique québécoise enlisée dans le social-libéralisme. À la gauche anticapitaliste de trouver le chemin de l'écossocialisme.

Annexe

Karl Marx, Le Capital - Livre premier, Le développement de la production capitaliste, VII° section : Accumulation du capital, Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste, V. - Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste, f) Irlande. (extraits)

« La diminution [de la population] commença avec la famine de 1846, de telle sorte que l'Irlande, en moins de vingt ans, perdit plus des cinq seizièmes de sa population... Le dépeuplement a enlevé à la culture beaucoup de terres, a diminué considérablement le produit du sol... [Si le produit diminue aussi relativement, par acre, on ne doit pas oublier que pendant un siècle et demi l'Angleterre a indirectement exporté le sol irlandais sans même laisser à ses cultivateurs les moyens de remplacer les constituants du sol épuisé. (ma traduction de la note 23 de l'édition de Vintage Books de 1976, New York)]

« Dans le même intervalle, le nombre des métairies de quinze à trente acres s'accrut de soixante et un mille, et celui des métairies au-dessus de trente acres de cent neuf mille, tandis que la somme totale de toutes les métairies diminuait de cent vingt mille, diminution qui était donc due exclusivement à la suppression, ou, en d'autres termes, à la concentration des fermes au-dessous de quinze acres... l'absorption des petites fermes par les grandes et la conversion de terres arables en pâturages permettaient de convertir en produit net une plus grande partie du produit brut. Le produit net grandissait, quoique le produit brut, dont il forme une fraction, diminuât. D'autre part, la valeur numéraire de ce produit net s'élevait plus rapidement que sa masse, par suite de la hausse que les prix de la viande, de la laine, etc., subissaient sur le marché anglais... Si donc la masse des moyens de production engagés dans l'agriculture diminuait en même temps que la masse de la population, par contre, la masse du capital employé augmentait, parce qu'une partie des moyens de production auparavant éparpillés s'étaient convertis en capital.

« Il y a [en 1866, NDLR] relativement la même surabondance de bras qu'avant 1846, le salaire réel est aussi bas, le travail plus exténuant et la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. La raison en est simple. La révolution agricole a marché du même pas que l'émigration. L'excès relatif de population s'est produit plus vite que sa diminution absolue. Tandis qu'avec l'élevage du bétail la culture des récoltes vertes, telles que légumes, etc., qui occupe beaucoup de bras, s'accroît en Angleterre, elle décroît en Irlande... Le vide que l'émigration y creuse non seulement resserre la demande de travail local, mais la recette des épiciers, détaillants, petits manufacturiers, gens de métier, etc., en un mot, de la petite bourgeoisie, s'en ressent... les ouvriers ruraux se confondaient auparavant avec les petits fermiers et ne formaient en général que l'arrière-ban des grandes et moyennes fermes où ils trouvaient de l'emploi. Ce n'est que depuis la catastrophe de 1846 qu'ils commencèrent à constituer une véritable fraction de la classe salariée, un ordre à part n'ayant avec les patrons que des relations pécuniaires. »